



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE<sup>™</sup>

*Aider les familles. Protéger les enfants.*

# LA FORCE DES ONZE

RAPPORT  
DE VALEUR  
SOCIALE  
2018-2019

**615, chemin Academy | Winnipeg (Manitoba), Canada | R3N 0E7**  
**Téléphone : 204 945-5735 | Sans frais : 800 532-9135 | Fax : 204 948-2461**  
**Courriel : [contact@protegeonsnosenfants.ca](mailto:contact@protegeonsnosenfants.ca) | Site Internet : [protegeonsnosenfants.ca](http://protegeonsnosenfants.ca)**

Le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) inc. est un organisme de bienfaisance voué à la protection personnelle de tous les enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Nous tirons notre financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au CCPE ou travailler avec nous, veuillez communiquer avec notre siège social.

© 2019, Centre canadien de protection de l'enfance inc. Tous droits réservés.

« Priorité Jeunesse », « Enfants avertis » et « Cyberaide!ca » sont des marques du Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) déposées au Canada. « CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE », « EnfantsPortesDisparus.ca », « AlerteEnfantsDisparus », « ALERTES Cyberaide!ca », « CyberJulie » et « AidezMoiSVP.ca » ainsi que « Projet Arachnid », « SHIELD par Projet Arachnid » et le logo araignée du Projet Arachnid sont tous utilisés au Canada comme marques du CCPE.

Le CCPE a l'autorisation ou la permission d'utiliser toutes les images incluses dans le présent rapport ou pense sincèrement que leur utilisation bénéficie de l'exception pour usage loyal. Les photos de banque d'image montrent des mannequins et servent à illustrer le propos. Pour les photos prises par des tiers et les articles de presse, l'auteur est mentionné dans la mesure du possible, et le CCPE ne revendique aucun droit d'auteur sur ces photos ou articles de presse. Les tweets sont reproduits tels qu'ils apparaissent sur Twitter<sup>MD</sup> avec la date de publication. Lorsqu'une photo accompagne un tweet, on présume qu'elle appartient au titulaire du compte sur lequel le tweet a été publié, à moins que la source soit mentionnée dans le tweet. Les messages publiés sur les médias sociaux sont reproduits tels quels et leur reproduction n'équivaut nullement à un cautionnement du CCPE. Toutes les autres marques ou dénominations commerciales citées dans le présent document appartiennent à leurs détenteurs respectifs.

Les termes « partenaire » et « partenariat » sont utilisés au sens général et ne supposent en rien l'existence d'un partenariat légal entre le CCPE et une tierce partie.

**Statistiques :** Sauf indication contraire, les statistiques et les chiffres mentionnés dans le présent document ont été compilés par le CCPE à partir des données dont il dispose et couvrent la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019. Des efforts raisonnables ont été déployés pour assurer l'exactitude et l'intégrité des données.

### À propos de ce rapport

Le lecteur remarquera un peu partout dans le présent rapport des mesures d'audience des productions du CCPE. Ces mesures sont basées sur les diverses sources décrites ci-dessous. Le glossaire qui suit facilitera l'interprétation de ces résultats.

### Fréquentation Web, vues et téléchargements de fichiers PDF

Les chiffres indiqués concernant les visites, les vues et les téléchargements sont basés sur des statistiques compilées quotidiennement par le CCPE. Une visite est comptabilisée chaque fois qu'un site Web est consulté. Une vue est comptabilisée chaque fois qu'une page est consultée sur un site, sans compter les téléchargements de fichiers PDF. Le terme *vue* fait également référence au nombre de fois qu'une vidéo est visionnée sur un site de médias sociaux (voir plus bas). Un téléchargement est comptabilisé chaque fois qu'un fichier PDF est téléchargé.

### Mentions dans les médias

Sauf indication contraire, le CCPE comptabilise les mentions dans les médias (autres que les médias sociaux) à l'aide d'un logiciel de veille médiatique.

### Terminologie des médias sociaux

Les statistiques sur les médias sociaux se rapportent à des plateformes comme Facebook<sup>MD</sup> ou Twitter<sup>MD</sup> et sont fournies par ces dernières. Le CCPE recueille périodiquement ces données à partir de ses comptes de médias sociaux et compile des informations ponctuelles à la fin de chaque campagne.

Un compte de médias sociaux est jugé « atteint » lorsqu'une publication se rapportant à l'objet d'une recherche (message, tweet, pseudo, mot-clic, etc.) apparaît dans le fil d'actualité dudit compte pendant la période étudiée. Une impression est comptabilisée chaque fois qu'une publication apparaît dans un fil de nouvelles, qu'elle ait été vue ou non et peu importe le nombre de fois qu'elle apparaît dans un même fil (ce terme s'utilise aussi dans le contexte de la sensibilisation matérielle; voir ci-dessous). Un clic est comptabilisé chaque fois qu'un internaute clique sur un lien dans une annonce.

### Sensibilisation matérielle (panneaux d'affichage, enseignes, etc.)

La sensibilisation matérielle se mesure généralement en nombre d'impressions. Les impressions correspondent au nombre de fois qu'un support de sensibilisation est vu, peu importe le nombre de fois qu'une même personne le voit. Il s'agit ici d'estimations fournies par l'entreprise qui met le support matériel à disposition.



**CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™**

*Aider les familles. Protéger les enfants.*

## Le Centre canadien de protection de l'enfance

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance national qui se consacre à la protection de tous les enfants. Il a pour objectifs de réduire les abus pédosexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, d'aider à retrouver les enfants disparus et de prévenir la violence faite aux enfants.

Le CCPE gère Cyberaide!ca<sup>MD</sup> (la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet) ainsi que d'autres services de prévention et d'intervention destinés à la population canadienne.

## Notre mission

**RÉDUIRE** les cas de disparition et d'exploitation sexuelle d'enfants

**SENSIBILISER** la population à la protection personnelle et à l'exploitation sexuelle des enfants

**AIDER** à retrouver les enfants disparus

**REPRÉSENTER** et promouvoir la cause des enfants disparus ou exploités sexuellement



## Conseil d'administration

**Kathie King**, *présidente*

**Brian Brown**, *premier vice-président*

**Janet Sigurdson**, *deuxième vice-présidente*

**Dr. Deborah Lindsay**, *secrétaire*

**Michael Susser**, *trésorier*

**John Wiens**, *ancien président*

**Gerry Miller**

**Laura Mills**

**Scott Naylor**

**Alan Scott**

**Sue Snider**

**Brian Tario**

La lieutenante-gouverneure du Manitoba, l'honorable Janice Filmon, C.M., O.M., LL.D.,  
*marraine du CCPE*

## Équipe de direction

**Lianna McDonald**, *directrice générale*

**Signy Arnason**, *directrice générale adjointe*

**Noni Classen**, *directrice de l'éducation*

**Lloyd Richardson**, *directeur TI*

**Stephen Sauer**, *directeur de Cyberaide.ca*

**Christy Dzikowicz**, *directrice de la Division de la sécurité des enfants  
et de la défense des familles (jusqu'en janvier 2019)*

**Karen Chymy**, *directrice des opérations*

**Monique St. Germain**, *avocate générale*

**Kristin Olson**, *directrice des finances et de l'administration*



## Table des matières

**2 Avant-propos**

**6 Exploiter la puissance de la technologie : Le Projet Arachnid<sup>MC</sup>**  
Réduire la disponibilité des images d'abus pédosexuels

**12 Sortir de l'ombre**  
Soutien aux survivantes et survivants

**20 Signaler et réduire**  
[Cyberaide.ca](http://Cyberaide.ca)

**30 Cercle de soutien**  
[EnfantsPortesDisparus.ca](http://EnfantsPortesDisparus.ca)<sup>MD</sup> et la Division de la sécurité des enfants et de la défense des familles

**34 Prendre position**  
Agir en justice et protéger les enfants

**38 Le pouvoir de protéger**  
Éducation et prévention

**50 Le message dans le médium**  
Campagnes de sensibilisation

**60 Soucieux de protéger**

**64 États financiers**



# AVANT-PROPOS



---

« **P**our la première fois en 20 ans, j'ai espoir. J'ai espoir que des gens se battent pour me libérer de l'abus que j'ai subi. Pour m'apporter la tranquillité d'esprit de savoir que cet abus sera un jour oublié. Ce n'est pas tant moi qui l'oublierai; ça fera toujours partie de moi. Mais pour ce qui est de la notoriété publique de la chose, ça peut changer. »

MEMBRE DES PHOENIX 11 [TRADUCTION]

---

Depuis deux ans, le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) est l'accompagnateur privilégié d'un groupe de 11 formidables jeunes femmes qui sont passées de victimes à survivantes à championnes et qui se sont donné le nom de Phoenix 11 pour affirmer cette renaissance et ce renouveau. Nous avons assisté à leur métamorphose, entendu leurs témoignages et appris à mieux comprendre la réalité des survivantes qui figurent dans des images d'abus pédosexuels<sup>1</sup> : tout cela a changé pour toujours la façon dont notre organisation s'attaque à la suppression de ces images horribles et soutient les victimes de cette épidémie mondiale.

Par ailleurs, l'expérience du Projet Arachnid — une plateforme qui détecte les images d'abus pédosexuels de manière proactive et qui envoie des demandes de suppression aux hébergeurs — a fondamentalement transformé notre compréhension du préjudice considérable causé aux enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés. Ces enfants sont abandonnés à leur sort, et il est urgent d'aborder autrement la suppression de ces images. Il est indéniable que les droits des enfants victimes seront continuellement bafoués tant que des images de violence et d'abus sexuels à leur endroit resteront en circulation sur Internet. Il faut que ça change.

---

<sup>1</sup> Bien que le *Code criminel* du Canada utilise le terme *pornographie juvénile*, nous estimons que le terme *images d'abus pédosexuels* décrit plus exactement les photos et les vidéos des agressions subies par les enfants et c'est le terme que nous utilisons dans le présent rapport.



Depuis son lancement en 2017, le Projet Arachnid a traité plus de 61 milliards d'images et envoyé aux hébergeurs plus de **trois millions** de demandes de suppression d'images d'abus pédosexuels. Le projet Arachnid profite largement de la collaboration d'autres centrales de signalement ailleurs dans le monde. À la fin de l'année 2018-2019, des analystes de **cinq centrales étrangères** travaillaient au sein de la plateforme du Projet Arachnid pour aider à classer les images et accélérer la suppression de ce matériel horrible.

Mais les chiffres que l'on utilise pour mesurer l'ampleur de cette épidémie ne reflètent en aucun cas le continuum des préjudices subis par les victimes et les survivantes et survivants. C'est grâce aux données recueillies dans le cadre du Projet Arachnid et de notre Enquête internationale auprès des survivantes et survivants, de même qu'à travers les relations privilégiées que nous entretenons avec des survivantes et survivants, que nous commençons à comprendre comment ce traumatisme les affecte dans toutes les facettes de leur vie. Mais surtout, cela vient orienter nos démarches pour obtenir plus de ressources et de soutien pour les victimes.

En 2018-2019, nous avons poursuivi notre travail avec les **Phoenix 11**, un remarquable groupe de survivantes qui unissent leurs voix pour amener le monde à prendre conscience des conséquences persistantes de ce crime horrible. Elles ont livré leurs puissants messages directement à Ottawa et rédigé des lettres de sensibilisation qui ont atterri sur des bureaux de ministres dans plusieurs pays. Nous avons accompagné ces femmes courageuses dans leur transformation de survivantes à championnes lorsqu'elles ont rencontré le ministre de la Sécurité publique du Canada, l'honorable Ralph Goodale, pour témoigner des manquements des systèmes de soutien envers elles et de ce

que l'on peut faire collectivement pour améliorer le sort des enfants, des survivantes et survivants, et de leurs familles.

Pour en savoir plus sur les difficultés vécues par les familles de survivantes et survivants dans les années, voire les décennies consécutives aux abus physiques, nous avons réuni un groupe de mères d'enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés sur Internet. Nous avons observé chez ces mères un continuum émotionnel qui se perpétue bien au-delà de « la découverte » de l'abus et qui est souvent marqué par la perte de relations, l'instabilité financière et une préoccupation constante pour la sécurité de leur enfant, entre autres choses.

La triste réalité, c'est que les enfants sont vulnérables partout.

En juin 2018, le *Journal of Child Sexual Abuse* a publié l'étude du CCPE intitulée « The Prevalence of Sexual Abuse by K-12 School Personnel in Canada, 1997-2017 » (Les abus pédosexuels commis par le personnel des écoles primaires et secondaires au Canada, 1997-2017). Cette étude — la plus exhaustive jamais réalisée au Canada sur cette question — a fait la une des médias nationaux après avoir révélé que 750 cas d'infractions sexuelles contre au moins 1 272 enfants avaient été commis (ou prétendument commis) par 714 employés ou anciens employés d'écoles entre 1997 et 2017.

La CBC cite des données du CCPE et interviewe ses représentants dans une série de trois émissions intitulée *Shattered Trust*, qui se consacre aux abus sexuels dans le sport. Elle révèle qu'au moins 222 entraîneurs de jeunes athlètes au Canada ont été condamnés pour des infractions sexuelles à l'encontre de plus de 600 victimes de moins de 18 ans au cours des 20 dernières années.

Dans les deux cas, la réponse du CCPE a été d'appeler les organismes de services à l'enfance à aller au-delà de leur





obligation de signaler les abus. En adoptant une approche multidimensionnelle de la protection des enfants basée à la fois sur notre programme Priorité Jeunesse<sup>MD</sup> et notre programme Enfants avertis<sup>MD</sup>, des organisations sportives de haut niveau, des associations jeunesse nationales et des conseils scolaires tout entiers s'efforcent désormais de réduire les risques d'abus sexuels en leur sein et d'offrir des milieux plus sûrs aux enfants dont ils ont la charge. C'est ainsi que plus de 10 500 personnes ont suivi notre formation en ligne **Priorité Jeunesse sur la prévention des abus pédosexuels**, tandis que plus de 5 500 personnes (parents, professionnels, jeunes, etc.) ont reçu une formation en personne sur la problématique et la prévention des abus pédosexuels.

La force du nombre prend ici tout son sens. Nous sommes extrêmement fiers de la force des 11 et de ceux et celles qui ont le courage de sortir de l'ombre et d'exiger des changements pour les enfants. Dans la poursuite de notre combat contre l'exploitation et les abus sexuels d'enfants sur Internet, nous ne pouvons nous permettre de baisser la garde ou d'être mal informés sur les utilisations malveillantes du numérique et des positions d'autorité pour faire du tort aux enfants. Nous devons continuer de nous demander ce que nous pouvons faire de plus; les enfants ne méritent rien de moins.



**Lianna McDonald**  
DIRECTRICE GÉNÉRALE



**Kathie King**  
PRÉSIDENTE, CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉDUIRE LA DISPONIBILITÉ DES IMAGES D'ABUS PÉDOSEXUELS

EXPLOITER LA  
PUISSANCE DE LA  
TECHNOLOGIE



Projet  
Arachnid™



**Lancée en 2017, notre plateforme Projet Arachnid détecte les images d'abus pédosexuels de manière proactive et envoie des demandes de suppression aux hébergeurs. Elle avait été conçue à la base pour explorer les liens trouvés sur des sites où la présence d'images d'abus pédosexuels a été signalée à Cyberaide.ca et détecter à quels endroits ces photos et vidéos sont accessibles au public. Lorsque des images d'abus pédosexuels sont détectées, une demande de suppression est envoyée à l'hébergeur.**

Projet Arachnid évolue et s'adapte sans cesse pour arriver à mieux détecter les images d'abus pédosexuels de manière proactive. Capable de traiter des dizaines de milliers d'images à la seconde, Projet Arachnid possède des capacités de détection et d'action largement supérieures aux méthodes traditionnelles. Depuis son lancement en 2017, Projet Arachnid a traité plus de 61 milliards d'images et envoyé plus de trois millions de demandes de suppression à des fournisseurs de contenu.

La collaboration d'autres centrales de signalement ailleurs dans le monde contribue sensiblement à l'enrichissement de la plateforme. Après le National Center for Missing & Exploited Children (NCMEC) des États-Unis et ECPAT Suède, **trois nouvelles centrales de signalement** ont commencé à travailler avec Projet Arachnid en 2018-2019. Red PaPaz (Colombie), Save the Children (Finlande) et le Centar za nestalu i zlostavljanu djecu (Croatie) interviennent maintenant tous dans le déploiement de cette technologie à l'échelle mondiale et aident Projet Arachnid à détecter plus efficacement les images d'abus pédosexuels et à demander plus rapidement aux fournisseurs de supprimer ces images préjudiciables.



*Le professeur Hany Farid (deuxième à partir de la gauche), père de MicrosoftMD PhotoDNA, a visité le CCPE pour en savoir plus sur le Projet Arachnid et partager ses idées et son expertise pour nous aider à réduire la violence faite aux enfants sur Internet.*



*Le directeur de Cyberaide.ca, Stephen Sauer, s'est rendu en Colombie pour rencontrer des membres de Red PaPaz avant que cette centrale se rallie au Projet Arachnid.*



*La D<sup>e</sup> Sharon Cooper (au centre), pédiatre spécialiste du développement et pédiatre experte, a formé l'équipe Cyberaide.ca à l'analyse d'images et participé à la planification de projets de recherche à venir.*



\* Centrales qui se sont ralliées en 2018-2019.





En plus de ses fonctions d'exploration, Projet Arachnid a évolué en une plateforme dotée d'outils permettant aux entreprises d'agir en amont contre les images d'abus pédosexuels, dont Shield par Projet ArachnidMC, une API pour l'industrie. Au lieu d'attendre que Projet Arachnid détecte des images et les en avise, les entreprises peuvent utiliser Shield par Projet Arachnid d'Arachnid pour détecter rapidement les images connues sur leurs serveurs et en accélérer ainsi la suppression. Les entreprises qui ne souhaitent pas interagir directement avec Shield par Projet Arachnid peuvent enregistrer leur service ou leur domaine auprès du CCPE pour que les demandes de suppression leur soient envoyées directement à elles plutôt qu'à leur hébergeur.

Certaines entreprises, comme les services de filtrage, peuvent télécharger des listes dynamiques d'adresses URL menant à des images d'abus pédosexuels dans le but de les filtrer.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, la communauté internationale a vite reconnu le formidable potentiel du Projet Arachnid pour lutter contre les images d'abus pédosexuels sur Internet et l'impact mondial qu'il peut avoir sur ce crime sans frontières. L'ancien ministre britannique de l'Intérieur (2018-2019), le très honorable Sajid Javid, a fait valoir que le Projet Arachnid était l'un des moyens par lesquels le gouvernement britannique investissait massivement dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet.

## APPRENDRE ET S'ADAPTER

Dans le cadre de sa stratégie visant à mieux comprendre les défis particuliers auxquels sont confrontés les survivantes et survivants d'abus pédosexuels avec prise d'images, le CCPE a lancé en janvier 2016 une initiative inédite sous la forme d'une Enquête internationale auprès des survivantes et survivants. Plus de 150 survivantes et survivants du monde entier ont répondu au questionnaire détaillé de l'enquête. Les résultats ont été dévoilés par le CCPE en septembre 2017, accompagnés de recommandations pour lutter contre ces crimes horribles.

L'un des constats les plus évidents de cette enquête est le fait que les survivantes et survivants sont affectés dans toutes les facettes de leur vie quotidienne par la disponibilité et la diffusion incessantes des images des abus sexuels qu'ils ont subis. Projet Arachnid est un outil essentiel pour soutenir les survivantes et les survivants, qui sont soulagés de savoir que des efforts sont faits pour effacer les traces des abus qu'ils ont subis. Projet Arachnid nous donne aussi les moyens de vérifier si les entreprises obtiennent ou se font complices d'activités criminelles, ouvrant ainsi la voie à un cadre de responsabilité et de transparence dont nous avons grand besoin. En clair, la suppression rapide des images d'abus pédosexuels est nécessairement une bonne chose pour les survivantes et survivants.

## LANCEMENT D'UN NOUVEAU SITE : PROJETARACHNID.CA

Le CCPE a consacré un microsite au Projet Arachnid en août 2018 dans le but de présenter aux pouvoirs publics, à l'industrie et aux centrales de signalement des renseignements généraux sur la plateforme ainsi que des données en temps réel sur les résultats du Projet Arachnid.





## Coopération internationale

La communauté internationale a vite reconnu le formidable potentiel du Projet Arachnid pour lutter contre les images d'abus pédosexuels sur Internet et l'impact mondial qu'il peut avoir sur ce crime sans frontières. En 2018-2019, le CCPE s'est entretenu avec des gouvernements étrangers, des ONG et des acteurs de l'industrie dans le but de renforcer la collaboration mondiale nécessaire à l'éradication des images d'abus pédosexuels.

En septembre 2018, le ministre de l'Intérieur du Royaume-Uni, le très honorable Sajid Javid, a fait valoir que le Projet Arachnid était l'un des moyens par lesquels le gouvernement britannique investissait massivement dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Du même souffle, il a appelé les entreprises à combattre ce fléau avec la même détermination qu'ils affichent pour la propagande terroriste.



*L'honorable Janice Filmon, marraine du CCPE et lieutenant-gouverneure du Manitoba, a invité la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, à un déjeuner où elle a pu rencontrer la première-ministre d'Islande, Katrín Jakobsdóttir, pour discuter des initiatives du CCPE.*



*En novembre 2018, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, s'est rendue à Victoria pour présenter le Projet Arachnid aux membres de la BC Association of Chiefs of Police, dont le chef de la Police de Vancouver, Adam Palmer (à gauche), et le chef de la Police de Victoria, Del Manak (à droite).*

En octobre 2018, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, s'est rendue à la rencontre de l'Association internationale des chefs de police (IACP) à Orlando, en Floride, où elle a présenté au Comité directeur mondial et au Comité de la justice juvénile et de la protection des enfants la résolution du CCPE intitulée Soutenir les victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images, qui appelle à en faire davantage pour réduire l'accès du public aux images d'abus pédosexuels.

Du coup, le Comité de la justice juvénile et de la protection des enfants a adopté cette résolution, et en plus, dans la résolution, l'IACP a **manifesté son appui à des initiatives comme le Projet Arachnid**, a encouragé les forces policières à transmettre rapidement les empreintes numériques aux autorités pour automatiser la détection, la suppression et la prévention des images d'abus pédosexuels, s'est prononcée en faveur de lois visant à obliger les fournisseurs à donner suite aux demandes de suppression d'images d'abus pédosexuels et a appuyé la mise en place d'une banque mondiale de déclarations des victimes.

Cette résolution constitue une avancée importante dans nos efforts pour améliorer le sort des victimes et des survivantes et survivants d'abus pédosexuels avec prise d'images.





En début d'année, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, et son directeur TI, Lloyd Richardson, se sont rendus à Londres pour y rencontrer plusieurs alliés stratégiques, dont la ministre Victoria Atkins, sous-secrétaire d'État parlementaire du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni; la députée britannique Baroness Thornton; Rob Jones, directeur de la coordination de la menace de la National Crime Agency; et John Carr, conseiller technique d'ECPAT International, qui a organisé pour le CCPE une rencontre à laquelle ont participé le ministère de l'Intérieur, plusieurs ONG, des universitaires et des membres du personnel de l'Enquête indépendante du gouvernement britannique sur les abus sexuels envers les enfants (IICSA).



Ils ont également rencontré des alliés de longue date, dont Peter Wanless et Laura Randall de la National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC), Gabrielle Shaw de la National Association for People Abused in Childhood (NAPAC) et Julia von Weiler de la section allemande d'Innocence in Danger, une organisation internationale qui milite pour la protection des enfants contre toutes les formes de violence et d'abus.



En mars 2019, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, est retournée à Berlin pour présenter le Projet Arachnid et les initiatives du CCPE pour les survivantes et survivants à 40 parlementaires allemands. Elle a également rencontré le Bureau du Commissaire indépendant chargé du dossier des abus pédosexuels; Franziska Giffey, ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse; et Jugendschutz.net, une agence allemande qui a pour mission de protéger les jeunes sur Internet.



Le même mois, Lianna McDonald a pris la parole au 12<sup>e</sup> Symposium international sur les bonnes pratiques policières à Dubaï. Elle a aussi rencontré des responsables gouvernementaux et des représentants des forces policières de Dubaï pour échanger sur la nécessité d'agir à l'échelle mondiale pour améliorer le sort des enfants dans le monde entier.



*Björn Sellström, coordonnateur des opérations de lutte contre les crimes envers les enfants au sein d'Interpol, et Lianna McDonald à Interpol lors d'un voyage à Lyon, en France, en mars 2019.*



Toujours en mars, Lianna McDonald s'est rendue au siège d'Interpol pour faire avancer les pourparlers sur le Projet Arachnid. Elle a aussi rencontré la fondatrice d'Innocence in Danger, Homayra Sellier.



De notre côté de l'Atlantique, Signy Arnason, directrice générale adjointe du CCPE, s'est rendue au siège social de Facebook à Menlo Park, en Californie, pour y rencontrer Einat Clarke, directrice et avocate générale adjointe, et faire une présentation au personnel responsable de la modération des contenus, dont les images d'abus pédosexuels. Leur équipe avait beaucoup de questions à poser et a été très bouleversée par la présentation de la déclaration de sensibilisation des Phoenix 11.



SOUTIEN AUX SURVIVANTES ET SURVIVANTS

# SORTIR DE L'OMBRE





« **J**e représente la majorité silencieuse des survivantes, survivants et victimes d'exploitation et d'abus pédosexuels qui ne sont jamais entendus par le système judiciaire [...] Je n'ai jamais été invitée à me faire entendre par des gens qui ont le pouvoir de faire changer les choses. Je suis très heureuse d'avoir eu l'occasion de vous rencontrer aujourd'hui et je vous remercie de votre temps et de votre écoute. »

MEMBRE DES PHOENIX 11 [TRADUCTION]

Les Phoenix 11, un groupe de courageuses survivantes d'abus pédosexuels enregistrés et, dans la plupart des cas, diffusés sur internet, utilisent la force collective de leurs voix afin de changer les choses pour elles-mêmes et pour celles et ceux qui continuent de souffrir en silence.

Dans la foulée de la toute première retraite de survivantes tenue en février 2018 à Phoenix, les Phoenix 11, avec le soutien du CCPE et du NCMEC, ont convoqué une rencontre du Groupe d'action à Winnipeg en juillet 2018 afin d'élaborer un plan tactique de sensibilisation pour mieux faire connaître la réalité des survivantes et survivants et demander aux gouvernements et aux ONG de s'engager à leur offrir de meilleurs services de soutien. À l'occasion de cette rencontre, les Phoenix 11 ont enregistré une déclaration de sensibilisation dans laquelle elles se présentent et expriment leur volonté d'améliorer le sort des survivantes et survivants.





## *Déclaration de sensibilisation des Phoenix 11*

Pendant longtemps nous avons eu peur. Nous avons peur du noir, peur de l'inconnu, peur de notre passé et de son incidence sur notre avenir. Dans notre solitude et notre isolement, nous étions néanmoins exposées au monde. Nous savions que nous n'étions pas seules, mais nous avons peur d'affronter la douleur des autres à cause de ce qu'ils savaient de notre douleur.

L'an dernier nous avons fait un grand pas en avant pour surmonter nos craintes vis-à-vis de nous-mêmes, nous unir et devenir un moteur de changement. Pour parler au nom de ceux qui sont incapables de parler pour eux-mêmes. Pour rendre l'invisible visible. Pour rendre le bidimensionnel tridimensionnel.

Nous sommes les Phoenix 11. Abusées sexuellement à l'enfance, réduites à des images d'abus pédosexuels et dépouillées de notre dignité et de notre humanité, nous formons désormais un groupe de femmes fortes et nous sommes en train de reconquérir notre identité et notre estime de nous-mêmes.

Désireuses de sortir de l'ombre, nous venons redéfinir ce que cela signifie que d'être des victimes qui étaient impuissantes à contrer les attaques incessantes de la technologie des abus.

Tortures sexuelles, viols d'enfants, séances de photos érotiques, soirées pédophiles, spectacles sexuels d'écoliers, BDSM en continu et désirs sexuels tordus, le tout diffusé dans le monde entier sous forme d'images numériques destinées à satisfaire les besoins insatiables d'une communauté malveillante et perversie qui tire du plaisir de notre douleur. Nous avons survécu à tout cela.

À présent, le monde entier doit savoir que nous ne formerons plus un collage de petites filles et de petits garçons qui souffrent en silence et dont les images anonymes et souvent sans visage sont diffusées mondialement dans le cybercloaque de l'humanité.

Nous sommes les Phoenix 11.

Entendez notre voix.

Voyez notre force.

Répondez à notre appel.

Personne ne nous arrêtera.

Personne ne nous réduira au silence.





Portées par l'élan de leur rencontre estivale, les Phoenix 11 se sont mises au travail et ont transmis leur premier message de sensibilisation par lettre à tous les ministres des Five Eyes (Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Australie) à l'occasion de la Réunion ministérielle des cinq pays, en août. Le ministre de la Sécurité publique du Canada, l'honorable Ralph Goodale, s'est chargé de remettre les lettres à ses collègues de la part des Phoenix 11. La réception s'est avérée extrêmement bonne; les lettres ont suscité beaucoup de discussions durant la réunion et ont été reprises dans les résolutions qui ont suivi.

Les Phoenix 11 ont pu discuter en tête-à-tête avec le ministre de la Sécurité publique du Canada, l'honorable Ralph Goodale, des effets ravageurs des abus pédosexuels et de l'expérience traumatisante vécue par les survivantes et survivants consécutivement à l'enregistrement de ces abus et à leur diffusion sur Internet. Elles ont aussi eu la possibilité de s'exprimer sur l'insuffisance des moyens déployés face à la prévalence des images d'abus pédosexuels sur Internet.

« Nos citoyens tiennent à la sécurité des espaces numériques et sont gravement préoccupés par la présence de contenus illégaux et illicites sur Internet, en particulier lorsqu'il s'agit d'exploitation sexuelle d'enfants. Nous affirmons collectivement que l'état de droit peut et doit prévaloir sur Internet. »

EXTRAIT D'UNE DÉCLARATION PUBLIÉE  
PAR LES MINISTRES AU TERME DE LA  
RÉUNION MINISTÉRIELLE DES CINQ  
PAYS [TRADUCTION]



*Le ministre de la Sécurité publique du Canada, l'honorable Ralph Goodale que l'on voit ici (au centre) en compagnie de l'équipe d'analystes de Cyberaide.ca, s'est rendu au CCPE pour une rencontre des plus fructueuses avec l'équipe de direction du CCPE et une mise à jour sur nos initiatives en faveur des victimes d'abus pédosexuels enregistrés et diffusés sur internet.*



Le gouvernement du Canada soutient notre organisme depuis mai 2004. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* est essentiel à la bonne marche de ce service national ainsi qu'au renforcement de nos deux principaux piliers : **réduire la disponibilité des images d'abus pédosexuels au moyen du Projet Arachnid et améliorer les services de soutien offerts aux survivantes et survivants.**





## Cercle de soutien : Collaborer avec les familles de survivantes et survivants

L'abus d'un enfant par un membre de sa famille ou une personne de confiance dans son entourage est souvent vécu comme une douloureuse trahison. Face à un tel désarroi, les parents ou tuteurs protecteurs sont souvent pris au dépourvu et ne savent trop comment aider leur enfant. Pour aider les familles dans le processus de guérison, le CCPE, avec la collaboration des Phoenix 11, a créé des ressources sur mesure à l'intention des parents/tuteurs protecteurs qui cherchent à réparer les dégâts.

En mars, le CCPE a reçu un a groupe de mères d'enfants qui ont été victimes d'abus sexuels diffusés sur Internet. Ce fut un privilège de les entendre raconter leur parcours au lendemain des abus. Il reste encore beaucoup à faire pour aider ces familles qui se retrouvent souvent démunies en pareilles circonstances, et le CCPE mettra tout en œuvre pour qu'elles puissent passer de la douleur à l'espoir.



Photo de mannequins. Pour illustrer le texte.



## Faites-vous entendre : Faciliter l'enregistrement et l'utilisation de déclarations de la victime et de déclarations au nom d'une collectivité au Canada

La déclaration de la victime (DV), prévue par le *Code criminel*, est un précieux outil dont les survivantes et survivants peuvent se prévaloir pour prendre le contrôle de leur histoire et faire changer les choses. Le CCPE tient mordicus à ce que davantage de survivantes et survivants ainsi que, dans certains cas, des membres de leur famille puissent enregistrer une telle déclaration s'ils veulent se faire entendre dans le processus judiciaire pour sensibiliser le tribunal, l'abuseur et le public aux conséquences persistantes et importantes du crime sur la victime.

La déclaration au nom d'une collectivité (DC), aussi prévue par le *Code criminel*, permet à une communauté de décrire au tribunal, à l'abuseur et au public le préjudice ou la perte que le crime lui a causé. Le CCPE a rédigé une DC au nom de toutes les victimes identifiées et non identifiées d'abus pédosexuels avec prise d'images (DC du CCPE). Les Phoenix 11, en plus de leur déclaration de sensibilisation, ont aussi enregistré leur propre DC (DC des Phoenix 11).

À l'occasion d'une visite au CCPE en mars 2019, **quatre mères d'enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés sur Internet ont chacune enregistré une DV** pour expliquer comment les abus sexuels subis par leur enfant ainsi que l'enregistrement et la diffusion de ces abus ont affecté non seulement l'enfant, mais sa famille tout entière. Les mères ont souvent parlé de leurs efforts pour protéger leurs enfants quand elles ne se sentaient pas en sécurité dans leurs propres maisons qui, dans bien des cas, était devenues des scènes de crime. Les choses se compliquent pour elles lorsqu'elles doivent apprendre à s'y retrouver dans la multitude et la complexité des systèmes (comprendre le processus judiciaire, transiger avec les médias, trouver un thérapeute, etc.) en l'absence d'information ou de soutien adéquats.



Toujours en mars, le CCPE a procédé à l'enregistrement d'une première DV avec un survivant d'abus sexuel masculin. Le CCPE commence tout juste à étudier les expériences des survivants masculins, qui portent le fardeau de la stigmatisation sociale et du silence consécutif aux abus sexuels perpétrés contre des personnes de sexe masculin.

Ces enregistrements de DV et de DC ainsi que les déclarations précédentes d'autres survivantes et survivants seront utilisés devant des tribunaux canadiens et américains. Le service juridique du CCPE reçoit de plus en plus de demandes de la part de procureurs qui souhaitent utiliser ces déclarations dans des audiences de détermination de la peine au Canada. Par exemple :

- Pour la première fois, les déclarations de deux victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images ont été déposées au cours d'une même audience de détermination de la peine tenue en décembre 2018 dans une affaire survenue en Colombie-Britannique. Deux DV ont aussi été déposées au cours d'une même audience de détermination de la peine tenue au Manitoba en janvier 2019. La DC du CCPE a aussi été déposée dans une affaire survenue au Manitoba.
- Le DC du CCPE et la DC des Phoenix 11 ont toutes deux été déposées dans deux affaires distinctes survenues en Ontario. C'était la première fois que la DC du CCPE était déposée auprès d'un tribunal ontarien, et la toute première fois que la DC des Phoenix 11 était entendue en cour. Dans l'une de ces affaires (*R. c. Jonat*, 2019 ONSC 1633), les déclarations ont fait l'objet de commentaires positifs dans le jugement publié :

*« Je n'hésite pas un instant à conclure que ces puissantes déclarations sont une représentation fidèle de la douleur et des souffrances bien réelles que la pornographie juvénile — sa production, sa possession et sa distribution — inflige à ceux qui ont le plus grand droit à la sollicitude et à la protection de la société : nos enfants. »* (paragraphe 55 de *R. c. Jonat*, 2019 ONSC 1633) [traduction]



cyberaide!ca<sup>MD</sup>

# SIGNALER ET RÉDUIRE

Photo de mannequin. Pour illustrer le texte.



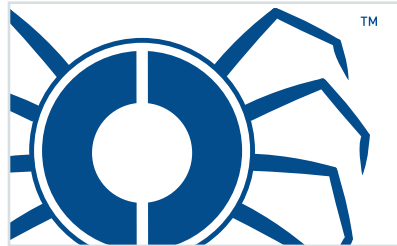


Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet. Elle offre aussi d'autres services d'intervention, de prévention et d'éducation destinés à la population canadienne.

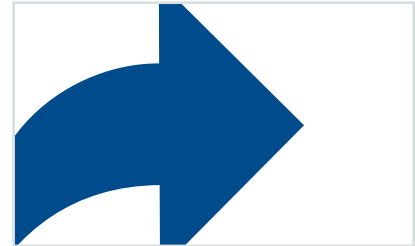
## COUP D'ŒIL SUR LES RÉSULTATS DE CYBERAIDE.CA EN 2018-2019



**1 474 075** signalements traités.



**98 %** des signalements traités ont été attribués au Projet Arachnid.



**99 %** des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants reçus ont été retransmis à une ou plusieurs des instances (corps de police, agences de protection de l'enfance ou centrales du réseau INHOPE) ou ont donné lieu à l'envoi d'une demande de suppression d'images à un fournisseur de services électroniques.



**1 172 312** demandes de suppression ont été envoyées à des fournisseurs de services électroniques concernant des images d'abus pédosexuels détectées sur leurs serveurs.



**800 324** exemplaires de ressources d'éducation et de prévention ont été envoyés à travers le Canada.



**Plus de 723 600** pages vues ont été dénombrées pour le site Web de Cyberaide.ca et ses sites associés.



### Pour remplir son mandat de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet, Cyberaide.ca :

- reçoit et traite les signalements du public relativement à du matériel potentiellement illégal et à des activités liées à l'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet, et retransmet toutes les informations pertinentes à l'instance policière ou à l'agence de protection de l'enfance concernée;
- offre aux Canadiens un centre d'information, de ressources et d'orientation pour les aider à assurer leur sécurité et celle de leurs enfants sur Internet.

Au 31 mars 2019, Cyberaide.ca avait traité 1 836 457 signalements. La forte augmentation des signalements traités, qui avait déjà commencé en 2017-2018, peut être attribuée à notre plateforme Projet Arachnid, qui détecte les images d'abus pédosexuels de manière proactive et envoie des demandes de suppression aux hébergeurs. En 2018-2019, 98 % des signalements traités émanaient directement du Projet Arachnid.

### Les signalements que Cyberaide.ca reçoit venant du public sont de huit types :



**PORNOGRAPHIE JUVÉNILE**  
(images d'abus pédosexuels)  
**95,95 %**



**LEURRE**  
**1,98 %**



**DIFFUSION NON CONSENSUELLE  
D'IMAGES INTIMES**  
(d'une personne âgée de moins de  
18 ans)  
**0,64 %**



**ENTENTE OU ARRANGEMENT**  
avec une autre personne en vue de  
commettre une infraction d'ordre  
sexuel à l'égard d'un enfant  
**0,40 %**



**PROSTITUTION D'ENFANTS**  
**0,38 %**



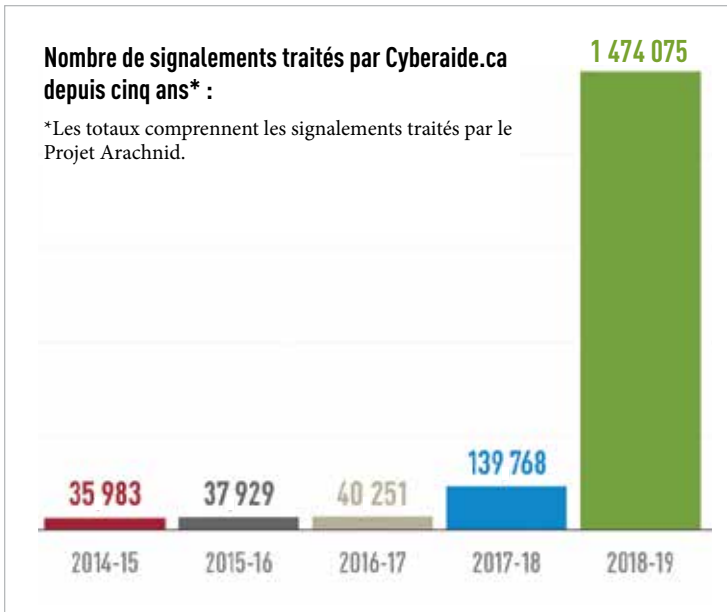
**RENDRE ACCESSIBLE À UN ENFANT DU  
MATÉRIEL SEXUELLEMENT EXPLICITE**  
**0,31 %**



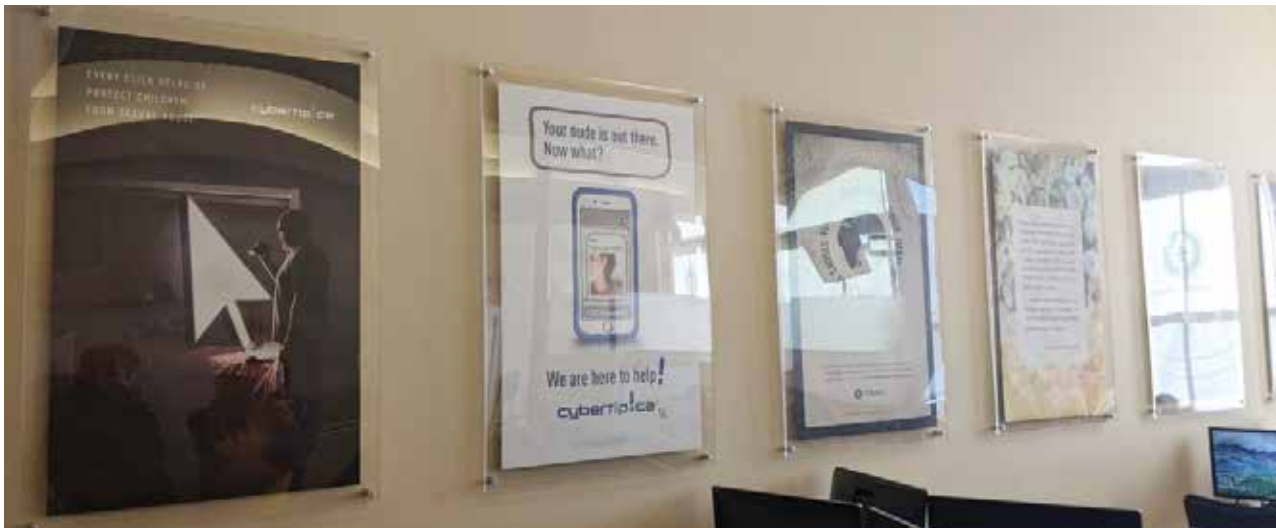
**TOURISME PÉDOPHILE**  
**0,22 %**



**TRAFIC D'ENFANTS**  
**0,14 %**



Robert Ghiz (à droite), président-directeur général de l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS), s'est rendu au CCPE pour voir comment l'industrie des télécommunications peut continuer à soutenir nos efforts pour protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels sur Internet.





## Signaler, ça fonctionne : Victoires de Cyberaide.ca

Des centaines d'enfants en situation d'abus ont pu être pris en charge et d'innombrables enfants ont pu être protégés par suite d'un signalement venant du public. En date du 31 mars 2019, Cyberaide.ca avait connaissance que les signalements qui lui avaient été transmis par la population canadienne avaient mené à 544 arrestations policières et à la prise en charge d'au moins 511 enfants en situation d'abus<sup>2</sup>.

### En 2018-2019:

- ! Cyberaide.ca a reçu un signalement concernant des informations publiées en ligne selon lesquelles **un homme adulte entretenait des communications à caractère sexuel avec une personne qu'il croyait âgée de moins de 14 ans**. Cyberaide.ca a traité le signalement et l'a retransmis à la police de London avec un degré de priorité élevé, craignant que le suspect soit en contact régulier avec des enfants. L'enquête de la police de London a rapidement permis d'arrêter le suspect sous quatre chefs de leurre quelques jours seulement après que Cyberaide.ca eût reçu le signalement.
- ! Cyberaide.ca a reçu **un signalement venant d'un citoyen inquiet concernant de possibles images d'abus pédosexuels qui auraient été découvertes sur l'ordinateur d'un résident de l'Alberta**. Cyberaide.ca a traité le signalement puis l'a retransmis à l'Équipe nord-albertaine de lutte contre l'exploitation des enfants ainsi qu'aux autorités compétentes de la protection de l'enfance en insistant sur l'urgence de la situation étant donné que le suspect était peut-être en contact avec un jeune enfant. L'enquête de la police a mené à l'arrestation du suspect et au dépôt d'un chef de possession de pornographie juvénile. Il s'est avéré que le suspect était en contact régulier avec un enfant de moins de huit ans.
- ! Cyberaide.ca a été informée qu'**un suspect aurait communiqué avec des filles de moins de 18 ans à des fins apparemment sexuelles**. Selon les informations reçues, le suspect présumé (un enseignant) se serait fait passer pour un jeune homme, se serait exhibé et aurait demandé des images de nudité à ses correspondantes. Le signalement a été traité par Cyberaide.ca et transmis à la police régionale d'Halton et aux autorités locales de la protection de l'enfance. L'enquête policière a permis d'identifier quatre victimes et un suspect. La police indique que le suspect, qui n'avait pas d'antécédents criminels, a été arrêté et inculpé de leurre (2 chefs), de possession de pornographie juvénile et de fraude à l'identité.

<sup>2</sup> Depuis la mise en place de Cyberaide.ca en 2002.



## RECONNAISSANCE D'UNE TECHNOLOGIE DE POINTE

L'Association canadienne des chefs de police (ACCP) et l'Alliance canadienne pour les technologies avancées (CATA) ont remis à l'équipe TI du CCPE le Prix d'excellence en prévention et investigation de la cybercriminalité (EPIC). Le CCPE a été reconnu pour avoir apporté aux forces policières et aux entreprises privées canadiennes de précieuses contributions qui améliorent le sort des victimes de la cybercriminalité.



*De gauche à droite :  
Lloyd Richardson,  
directeur TI du CCPE,  
et Mark Johnston,  
Greg Adamiec et Brian  
Mowrey, tous trois  
ingénieurs systèmes/  
logiciels.*

## Bon à savoir : Alertes Cyberaide.ca

Les Alertes Cyberaide.ca<sup>MC</sup> servent à informer le public des utilisations malveillantes du numérique et des nouvelles ressources destinées à mieux protéger les enfants. Ces alertes contiennent de l'information sur les nouveautés ou les tendances en matière d'applications, de fonctionnalités ou de sites Web et offrent des conseils de sécurité pratiques aux parents.

En 2018-2019, Cyberaide.ca a lancé une alerte concernant une application dont les fonctions de vidéo et de dialogue en direct soulevaient de vives inquiétudes en raison du volume de contenu à caractère sexuel mis à la disposition des utilisateurs.

L'alerte a donné lieu à six entrevues médiatiques où l'équipe du CCPE a pu non seulement commenter l'application, mais aussi expliquer aux parents comment aborder les risques de la diffusion en direct avec leurs enfants et comment se sortir de situations désagréables sur Internet. Sur les réseaux sociaux, nos deux publications ont été partagées plus de 2 000 fois et ont rejoint plus de 170 000 personnes.



## À plein régime : Collaboration avec les forces policières

Le soutien de nos partenaires policiers joue un rôle essentiel dans nos efforts pour réduire la violence faite aux enfants et mieux protéger les enfants. L'établissement de protocoles avec les forces policières a pour effet d'accroître la visibilité de cette détermination au sein de la communauté, en plus d'aider à maintenir la continuité entre les divisions et les membres au gré des affectations.

### BILAN 2018-2019 :



**4**<sup>3</sup> nouveaux accords ou protocoles officiels avec des corps de police canadiens, pour un total de 20.



**44** rencontres en personne ou participations à des colloques dans huit pays, dont l'Australie, la Colombie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Émirats arabes unis, et auxquels ont assisté plus de 2 000 officiers.



**Plus de 421 500** ressources distribuées aux forces policières à travers le Canada.



**Plus de 213 000** exemplaires de ressources d'information sur mesure (avec le logo du corps de police affiché sur le matériel du CCPE).

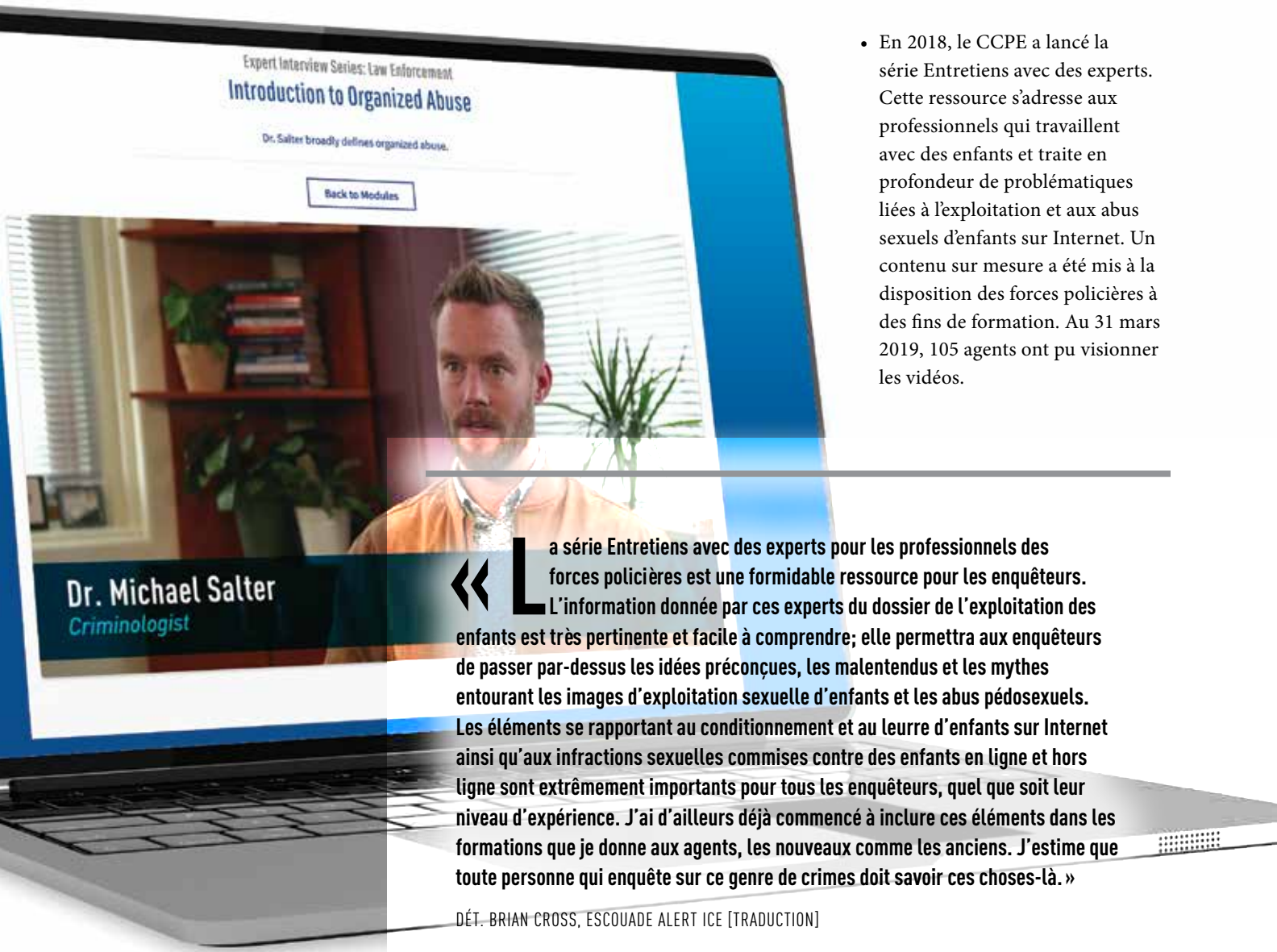
<sup>3</sup> 20 accords au total portant sur différents aspects (accords de licence, protocoles d'accord et protocoles officiels).

## Éducation, prévention et sensibilisation : Activités avec les forces policières

Les forces policières sont au centre de nos efforts d'éducation, de prévention et de sensibilisation du fait que leurs agents sont parfaitement bien placés pour diriger les jeunes, les familles et les écoles vers les ressources du CCPE. En 2018-2019, le CCPE a envoyé du matériel à des corps de police de tout le Canada — dont des ressources spécialement créées ou adaptées pour certains corps de police — et mis à l'essai quelques nouvelles initiatives :

- À l'occasion des Journées de sensibilisation aux personnes disparues en 2018, le CCPE a mené avec la Police provinciale de l'Ontario (PPO) des activités de sensibilisation et de formation entourant le trafic d'enfants en milieu rural. En plus de donner des formations sur mesure aux forces policières des Premières Nations, le CCPE et la PPO ont convié le public à des séances d'information où il a été question notamment de prévention des abus pédosexuels et des ressources du CCPE en matière de disparitions d'enfants.
- En décembre 2018, la GRC a distribué à ses détachements de tout le Canada 33 000 exemplaires de *Mon premier livre sur la sécurité* arborant le logo de la GRC.
- Le CCPE a collaboré avec la PPO et les services de police de Sault Ste. Marie, Winnipeg et Brandon pour que la formation en ligne Priorité Jeunesse soit offerte gratuitement aux personnes qui présentent une demande de vérification des antécédents criminels auprès de leur service. Ainsi, **près de 600 personnes ont pu profiter d'une formation gratuite** dans les territoires desservis par ces services, simplement pour avoir présenté une demande de vérification des antécédents criminels.
- Le portail policier du CCPE ([protegeonsnosenfants.ca/police](http://protegeonsnosenfants.ca/police)) a été légèrement revampé pour offrir des messages prêts à publier sur les médias sociaux accompagnés de photos et de vidéos, de sorte que les services de communication des forces policières puissent facilement partager les ressources du CCPE et les faire connaître à la population.





- En 2018, le CCPE a lancé la série Entretiens avec des experts. Cette ressource s'adresse aux professionnels qui travaillent avec des enfants et traite en profondeur de problématiques liées à l'exploitation et aux abus sexuels d'enfants sur Internet. Un contenu sur mesure a été mis à la disposition des forces policières à des fins de formation. Au 31 mars 2019, 105 agents ont pu visionner les vidéos.

**Dr. Michael Salter**  
Criminologist

« La série Entretiens avec des experts pour les professionnels des forces policières est une formidable ressource pour les enquêteurs. L'information donnée par ces experts du dossier de l'exploitation des enfants est très pertinente et facile à comprendre; elle permettra aux enquêteurs de passer par-dessus les idées préconçues, les malentendus et les mythes entourant les images d'exploitation sexuelle d'enfants et les abus pédosexuels. Les éléments se rapportant au conditionnement et au leurre d'enfants sur Internet ainsi qu'aux infractions sexuelles commises contre des enfants en ligne et hors ligne sont extrêmement importants pour tous les enquêteurs, quel que soit leur niveau d'expérience. J'ai d'ailleurs déjà commencé à inclure ces éléments dans les formations que je donne aux agents, les nouveaux comme les anciens. J'estime que toute personne qui enquête sur ce genre de crimes doit savoir ces choses-là. »

DÉT. BRIAN CROSS, ESCOUADE ALERT ICE [TRADUCTION]





La commissaire de la GRC, Brenda Lucki, a fait une première visite au CCPE pour une présentation de nos activités et une tournée de nos locaux.



Dans la foulée de cette visite, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, et la directrice générale adjointe, Signy Arnason, ont rencontré la commissaire Lucki et le sous-commissaire Brian Brennan à Ottawa.



Lindsay Lobb, responsable des relations avec la police pour le CCPE, et Paul Lacerte, fondateur de la campagne Moose Hide, au lancement de la campagne de la GRC. Les personnes qui portent l'épinglette Moose Hide affirment leur engagement à honorer, à respecter et à protéger les femmes et les enfants qui les entourent.



Le CCPE a collaboré avec la Police provinciale de l'Ontario (PPO) et les forces policières des Premières Nations en Ontario pour sensibiliser la population à la cause des personnes disparues dans les communautés rurales et des Premières Nations. Les présentations en personne ont porté sur nos services en cas de disparition d'enfant, la gravité de la problématique des abus pédosexuels et les ressources de prévention et d'intervention du CCPE par rapport à ces situations.



La directrice de l'éducation du CCPE, Noni Classen, prend la parole à une conférence de presse du Service de police de Winnipeg pour annoncer que la formation en ligne Priorité Jeunesse sera offerte gratuitement aux demandeurs d'une vérification des antécédents criminels.

ENFANTSPORTESDISPARUS.CA<sup>MD</sup> ET LA DIVISION DE LA  
SÉCURITÉ DES ENFANTS ET DE LA DÉFENSE DES FAMILLES

enfantsportesdisparus.ca<sup>MD</sup>

# CERCLE DE SOUTIEN

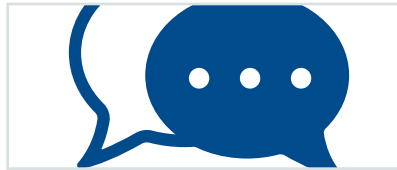


Au cours des dernières années, EnfantsPortesDisparus.ca a élargi son offre de services pour intervenir non seulement dans des cas de disparition d'enfant, mais aussi dans de nombreuses autres situations. Les problématiques d'abus pédosexuels, les comportements suspects venant d'un adulte, les questions entourant la garde des enfants et les droits de visite, les enfants à risque d'abus ou d'exploitation — tous ces dossiers sont pris en charge par la Division de la sécurité des enfants et de la défense des familles (DSEDF). La structure particulière de la Division permet à ses chargées de dossiers de commencer à apporter une aide immédiate lorsqu'une crise éclate et de continuer à soutenir les familles au besoin dans les mois et les années qui suivent.

### AIDE APPORTÉE EN 2018-2019 :



**92** nouveaux dossiers ont été ouverts auprès d'EnfantsPortesDisparus.ca.



**238** familles d'enfants ou de jeunes adultes disparus ont reçu un soutien direct des chargées de dossiers d'EnfantsPortesDisparus.ca (y compris pour des cas non résolus)<sup>4</sup>.



**263** demandes ont été faites auprès de la DSEDF (problématiques d'abus sexuels, prévention, survivantes et survivants adultes, comportements suspects venant d'un adulte, etc.).



**298** demandes ont été faites auprès d'EnfantsPortesDisparus.ca par des familles, des corps de police ou des organismes de services à l'enfance en quête de renseignements ou de conseils de prévention (craintes de fugue, questions sur les alertes AMBER, etc.).

<sup>4</sup> Ce chiffre comprend les 92 nouveaux dossiers ouverts auprès d'EnfantsPortesDisparus.ca en 2018-2019.

« **J'ai parlé de vous à mon fils; je lui ai dit combien vous m'avez soutenue dans mes pires moments. Combien vous m'avez aidée en m'écoutant et combien vous avez toujours su quoi dire pour égayer ma journée. Pour ça [...] je vous remercie du fond du cœur.** »

MÈRE D'UN ENFANT DISPARU À QUI ENFANTSPORTESDISPARUS.CA A APPORTÉ DU SOUTIEN [TRADUCTION]



Le CCPE a conçu pour la famille de Shelly Anne Bascu un panneau d'affichage qui a été installé sur un terrain privé pour rappeler aux passants que les familles n'abandonnent jamais les recherches, ne perdent jamais espoir d'obtenir de nouvelles informations et n'oublient jamais leur enfant disparu.



## Accompagner les familles : Exemples d'interventions d'EnfantsPortesDisparus.ca et de la DSEDF

En 2005, une fillette de trois ans est prétendument enlevée par son père et emmenée dans un autre pays. Douze ans plus tard, sa mère prend contact avec elle par les médias sociaux et continue de communiquer avec elle de cette manière jusqu'en décembre 2018, date à laquelle des arrangements sont faits pour ramener l'enfant au Canada. De concert avec la famille de la mère, Affaires mondiales Canada facilite **le retour de l'enfant au Canada et sa restitution à sa famille en février 2019, 13 ans après son enlèvement**. La chargée de dossier d'EnfantsPortesDisparus.ca a accompagné les membres de la famille tout au long du processus. Elle leur a donné de l'information sur la réunification et la suite des choses, les a aidés à trouver des ressources et a assuré la liaison avec Affaires mondiales Canada.

À la fin de l'automne 2018, EnfantsPortesDisparus.ca contacte Police d'Edmonton suite à la publication d'un communiqué de presse annonçant la disparition d'une jeune de 13 ans. Les deux parties conviennent qu'EnfantsPortesDisparus.ca ferait œuvre utile en apportant son soutien et en informant la population.

La chargée de dossier apporte du soutien émotionnel à la mère, inquiète pour la sécurité et le bien-être de sa fille. Une AlerteEnfantsDisparus<sup>MC</sup> est envoyée aux entreprises et aux endroits que la jeune avait l'habitude de fréquenter et des panneaux d'affichage sont mobilisés à Edmonton via un partenariat entre le CCPE et Pattison Affichage extérieur.

Grâce en partie à ces initiatives d'information, la jeune a pu être retrouvée saine et sauve le lendemain et la famille a reçu du soutien à la réunification de la part de la chargée de dossier.

## Présence constante : Campagnes de sensibilisation

De nombreux enfants disparus ont pu être retrouvés sains et saufs après que des citoyens eurent reconnu leur visage sur des affiches, des annonces ou sur les médias sociaux. Il faut absolument garder ces visages sous les projecteurs pour faciliter le retour de ces enfants auprès des leurs. En 2018-2019, EnfantsPortesDisparus.ca a attiré l'attention sur les disparitions d'enfants avec l'AlerteEnfantsDisparus et d'autres initiatives réalisées avec le soutien de nombreux alliés :

- 30+ publications sur les comptes Twitter, Facebook et Instagram<sup>MD</sup> du CCPE.
- 100+ dossiers d'enfants disparus mentionnés dans les courriels bi-hebdomadaires de Peak of the Market (un marchand de fruits et légumes du Manitoba).
- 18,9 millions d'enveloppes de la CIBC (une aux trois mois environ) utilisées pour attirer l'attention sur des dossiers d'EnfantsPortesDisparus.ca.
- 2,2 millions d'enveloppes de la Rogers<sup>MC</sup> (une par mois) utilisées pour attirer l'attention sur des dossiers d'EnfantsPortesDisparus.ca.
- 6 articles sur des enfants disparus publiés dans *First Nations Voice*.
- 12 dossiers d'enfants disparus présentés dans *Truck News* (un par mois), le magazine pour camionneurs le plus en vue dans l'industrie du camionnage au Canada.
- 2 cas de disparition d'enfant affichés sur les panneaux de Pattison.
- 350 cartons à distribuer pour les familles d'enfants disparus.





## APPEL À TOUS : LE RÔLE DE L'ALERTE AMBER

En février 2019, de nombreux Canadiens en Ontario et au Manitoba se sont fait réveiller par le bourdonnement de leur téléphone cellulaire — une alerte AMBER avait été lancée pour une fillette de 11 ans prétendument enlevée par son père. En moins d'une heure, l'enfant a pu être retrouvée. Hélas, les gens apprendront plus tard en sortant du lit que la jeune fille avait en fait été retrouvée morte.

Cette issue tragique n'empêchera toutefois pas une bruyante minorité de personnes d'appeler leur service de police, de se ruer sur les médias sociaux et de contacter EnfantsPortesDisparus.ca pour se plaindre de s'être fait réveiller par l'alerte. Une fois de plus, le débat était relancé d'un bout à l'autre du Canada sur les critères du déclenchement des alertes AMBER.

En sa qualité de centre de ressources canadien sur les disparitions d'enfants, le CCPE a mobilisé sa directrice des opérations, Karen Chymy, et son agente de liaison avec la police, Lindsay Lobb, pour parler aux médias et rappeler que ces alertes peuvent sauver un enfant.

Le CCPE avait abordé le sujet en septembre 2018, après l'enlèvement d'une fillette de six ans à l'extérieur d'un centre commercial à North Battleford, en Saskatchewan, et profité de l'occasion pour donner des conseils aux parents sur les moyens d'apprendre à leurs enfants à se protéger.



Steven O'Brien n'était qu'à deux mois de ses 19 ans le jour de sa disparition en mars 1993. EnfantsPortesDisparus.ca soutient sa famille depuis 2011 et a participé, en 2019, à la diffusion sur les médias sociaux d'images vieillies de Steven réalisées par la GRC sous format vidéo.

## Sauver la face : Pictures2Protect<sup>MD</sup>

Quelque chose d'aussi simple qu'une photo récente de bonne qualité d'un enfant disparu peut faire toute la différence dans une situation où chaque seconde compte. Chaque année, EnfantsPortesDisparus.ca et Lifetouch s'associent pour remettre gratuitement aux parents une carte avec photo récente de leur enfant dans le cadre du programme Pictures2Protect de Lifetouch. En 2018-2019, 1,77 million de cartes Pictures2Protect ont été produites pour les parents d'enfants du primaire-secondaire, qu'ils aient ou non acheté des photos.



Des représentants de Lifetouch Canada, un allié de longue date, sont venus visiter le CCPE à l'automne. De gauche à droite : Lianna McDonald, Signy Arnason, Tim Wolfe, directeur général de Lifetouch Canada, Greg Hintz, vice-président principal au développement pour Shutterstock<sup>MD</sup>, et Christy Dzikowicz, directrice de la DSEDF.

AGIR EN JUSTICE ET PROTÉGER LES ENFANTS

PRENDRE  
POSITION



## Comparutions devant des comités gouvernementaux

### MODIFICATIONS AU CODE CRIMINEL

#### Présentation d'un mémoire sur le projet de loi C-75 au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

En septembre 2018, le CCPE a répondu à une invitation à comparaître devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne concernant le projet de loi C-75, *Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à certaines lois*. Dans son mémoire, le CCPE a fait valoir ses préoccupations vis-à-vis des modifications proposées au *Code criminel*, notamment l'approche plus clémentine du projet de loi à l'égard des infractions contre l'administration de la justice en cas de non-respect d'une condition mise en place pour protéger les enfants. Le CCPE a aussi relevé l'incohérence d'accorder autant d'importance au principe de retenue dans la réforme du cautionnement, mais pas dans les dispositions concernant la détention d'un témoin. *Le projet de loi a reçu la sanction royale le 21 juin 2019 et est maintenant en vigueur.*

#### Comparution devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne concernant le projet de loi C-84

En février 2019, le CCPE a comparu devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne dans le cadre de son étude du projet de loi C-84, *Loi modifiant le Code criminel (bestialité et combats d'animaux)*. Ce projet de loi proposait de modifier la définition de la bestialité dans le *Code criminel* pour interdire toute forme de contact sexuel avec un animal et ainsi mieux protéger les enfants et les animaux. Le CCPE s'est manifesté en faveur du projet de loi et a donné des exemples de cas relevés dans l'article de son service juridique intitulé *La « bestialité » au sens de la jurisprudence canadienne*. Dans son rapport final publié le 13 juin 2019, le Comité mentionne spécifiquement le CCPE et sa recommandation que le gouvernement fasse davantage pour faciliter le croisement d'informations entre les services de protection de l'enfance et les organismes de protection des animaux. *Le projet de loi a reçu la sanction royale le 21 juin 2019 et est maintenant en vigueur.*

### MISE À L'ÉCRIT : LE CCPE PUBLIE UN ARTICLE SUR LA BESTIALITÉ EN CONTEXTE D'ABUS PÉDOSEXUEL

En décembre 2018, le CCPE a publié un article intitulé *La « bestialité » au sens de la jurisprudence canadienne* par l'entremise du Programme pour les auteurs de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII). Cet article passe en revue 38 jugements publiés de tribunaux canadiens relatifs à des actes de bestialité (avérés ou allégués), 47 dossiers impliquant des images de bestialité et 167 photos ou vidéos signalées à Cyberaide.ca et dans lesquelles des scènes de bestialité ont été relevées.

Cet article vise à lever le voile sur un sujet qui est longtemps resté dissimulé dans l'ombre. La fréquence des abus perpétrés contre des victimes animales et humaines, en particulier des enfants, se chevauchent dans les cas étudiés et donne à penser qu'il faut non seulement modifier la loi canadienne, mais aussi se pencher sur l'adéquation des systèmes en place pour gérer les risques et protéger les animaux et les personnes en situation de vulnérabilité.

## CONSULTATIONS SUR LA TRAITE DE PERSONNES

### **Comité permanent de la justice et des droits de la personne : Étude sur la traite de personnes au Canada**

En avril 2018, le CCPE a présenté un mémoire au Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes concernant son étude de la traite de personnes au Canada. Dans son mémoire, le CCPE a appuyé la poursuite du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes et insisté sur les besoins des enfants qui sont ou qui pourraient devenir victimes de la traite de personnes. Le CCPE a aussi formulé plusieurs recommandations portant notamment sur la structuration de la nouvelle stratégie nationale; l'identification, la protection et le soutien des victimes; et les façons d'améliorer les efforts de sensibilisation et d'éducation en matière de leurre et de sextage en ligne.

### **Sécurité publique Canada : Comment mettre fin à la traite des personnes**

À l'été 2018, Sécurité publique Canada (SPC) a entrepris un processus de consultation nationale pour éclairer l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la traite de personnes. Dans le cadre de ce processus, SPC a invité le CCPE à exprimer son point de vue sur la question. Dans son mémoire, le CCPE a insisté sur les besoins des enfants qui sont ou qui pourraient devenir victimes de la traite de personnes. Il a aussi appelé à une stratégie axée sur les dangers pour les enfants et ceux que la technologie fait peser sur eux, distinctement des problématiques auxquelles les adultes pourraient être confrontés.





## Présentations à des procureurs et d'autres professionnels du droit

En 2018-2019, le CCPE a donné cinq présentations à environ 115 procureurs canadiens dans plusieurs provinces. Ces présentations visaient à présenter les activités du CCPE et à faire le point sur la jurisprudence et l'évolution des lois à travers le Canada.

En mars 2019, l'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, a participé à Washington D.C. à un panel d'avocats organisé par le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC). Le panel réunissait des avocats de partout en Amérique du Nord qui travaillent avec des survivantes et survivants de violence sexuelle et d'abus pédosexuels avec prise d'images ou qui ont de l'expérience en droit pénal. Monique a participé à des conversations sur l'aide à apporter aux survivantes et survivants pour naviguer dans le système judiciaire ainsi que les meilleures façons de leur offrir une indemnisation financière.

### EFFORTS RÉCOMPENSÉS

L'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, a reçu le Prix pour l'innovation 2019 de l'Association canadienne des conseillers et conseillères juridiques d'entreprises. Ce prix rend hommage à une personne ou à un groupe qui fait de nouvelles choses ou fait les choses différemment afin de créer une valeur au nom ou au profit d'un service du contentieux ou d'une organisation. Le comité des prix a reconnu les efforts de Monique pour faciliter l'utilisation, dans les tribunaux canadiens, de DV (sous forme écrite ou vidéo) faites par les victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images et de DC faites en leur nom ainsi que pour informer le public et les membres de la profession juridique au sujet des lois et des cas d'abus pédosexuels avec prise d'images.

ÉDUCATION ET PRÉVENTION



enfants avertis<sup>MD</sup>



PRIORITÉ  
JEUNESSE

# LE POUVOIR DE PROTÉGER



---

« **J**'ai reçu les trousseaux [Enfants avertis] et elles sont tout à fait extraordinaires parce qu'on les utilise en classe comme outil d'enseignement et que les enfants les adorent. On ne pourrait trouver mieux. »

TRAVAILLEUR SOCIAL, ALBERTA [TRADUCTION]

---

## L'ANNÉE 2018-2019 EN CHIFFRES :



**10 511** personnes ont suivi la formation en ligne Priorité Jeunesse sur la prévention des abus pédosexuels pour les personnes qui travaillent avec des enfants.



**5 524** personnes (parents, professionnels et jeunes) ont reçu une formation en personne.



**79 000** enseignants, administrateurs scolaires et membres des forces policières à travers le Canada ont obtenu accès à nos leçons Enfants avertis sous forme numérique.





## Rejoindre la population canadienne

Avec nos formations en personne et en ligne, nous avons contribué à améliorer la sécurité des enfants. Nos formations apportent aux adultes ainsi qu'aux enfants et aux adolescents des connaissances et des stratégies pour rompre le silence, signaler leurs inquiétudes et agir pour désamorcer des comportements suspects et prévenir des abus pédosexuels. Nous avons formé :

- des enseignants, des administrateurs et spécialistes;
- des éducateurs en services de garde et des parents de famille d'accueil;
- des employés et des bénévoles d'organismes associatifs;
- des entraîneurs et des administrateurs sportifs;
- des employés, administrateurs et élus municipaux;
- des étudiants et des professeurs d'établissements postsecondaires;
- des professionnels de la santé qui travaillent avec des enfants;
- des parents;
- des enfants et des adolescents.

## Enfants avertis

D'un bout à l'autre du Canada, le CCPE continue de faire entrer des leçons de sécurité dans les écoles avec son programme interactif national Enfants avertis, qui apprend aux enfants à mieux se protéger et à être moins vulnérables en ligne et hors ligne.

En 2018-2019, plusieurs administrations scolaires ont déployé Enfants avertis dans leurs classes et investi dans le perfectionnement professionnel de leurs employés en leur offrant une formation de base sur la problématique des abus pédosexuels. Voici quelques points saillants de l'année :

- Manitoba — Le ministre de la Justice du Manitoba, Cliff Cullen, a annoncé l'octroi d'une subvention à la Division scolaire St. James-Assiniboia pour lui permettre d'offrir de l'information et de la formation au personnel, aux élèves et aux parents dans le but de réduire la violence faite aux enfants. Plus de 1 000 membres du personnel scolaire ont suivi la formation en ligne *Priorité Jeunesse* dans le cadre d'une approche systémique visant à protéger les enfants dont ils ont la charge.
- Ontario — 25 700 comptes de formation en ligne Enfants avertis et *Priorité jeunesse* ont été mis à la disposition du conseil scolaire de district de Peel (257 écoles), grâce au financement de la Police provinciale de l'Ontario.
- Saskatchewan — En juillet 2018, le ministère de l'Éducation a reconnu Enfants avertis à titre de ressource recommandée pour les divisions scolaires de la province.



enfants avertis<sup>MD</sup>





Le personnel du CCPE a participé aux Journées de la sécurité des enfants Old Navy pour discuter avec les familles et distribuer des ressources. Les magasins Old Navy de tout le Canada profitent de l'occasion pour recueillir des dons pour le CCPE. En 2018-2019, la somme recueillie a atteint un sommet record de 85 548 \$.



De gauche à droite : Brett Lough, surintendant en chef de la Division scolaire St. James-Assiniboia; Scott Johnston, député de l'Assemblée législative du Manitoba; Lianna McDonald, directrice générale du CCPE; Cliff Cullen, ministre de la Justice du Manitoba; et Gord Perrier, chef adjoint du Service de police de Winnipeg.

« J'ai déjà utilisé le programme avec mes élèves de 7e et de 8e année et je l'utiliserai pour la première fois avec mes élèves de 6e année. J'aime aussi vos ressources de sécurité en ligne. Mes élèves et moi avons toujours adoré le programme. Je trouve que les élèves participent et ont beaucoup de choses à dire. »

ENSEIGNANTE ALBERTAINE [TRADUCTION]



Photos de mannequins. Pour illustrer le texte.



## De l'aide à portée de main : Guides sur l'autoexploitation juvénile et AidezMoiSVP.ca<sup>MC</sup>

Aider, c'est l'objectif premier du matériel de sensibilisation et de prévention que le CCPE développe pour aider les familles et protéger les enfants. Pour le moment, Bell est le principal partenaire des guides sur l'autoexploitation juvénile que nous avons créés en réaction à l'augmentation des signalements de sextage transmis à Cyberaide.ca.

Ces guides demeurent de précieuses ressources pour les familles, les écoles, les organismes de services à l'enfance et les forces policières. En 2018-2019, le CCPE en a distribué **près de 16 000 exemplaires partout au Canada**, tandis que notre guide intitulé *Faire face à l'autoexploitation juvénile : Guide pour les familles* a été téléchargé 250 fois depuis le site de Cyberaide.ca.

### QUAND ON A BESOIN D'AIDE

Les guides sur l'autoexploitation juvénile sont utiles aux écoles et aux parents pour faire face aux incidents d'autoexploitation juvénile, mais lorsque des jeunes sont mêlés à de telles situations, ils se sentent souvent démunis. C'est pourquoi nous avons créé le site AidezMoiSVP.ca. Ce précieux site Web aide les ados à stopper la diffusion de photos et de vidéos à caractère sexuel et à obtenir du soutien dans leurs démarches.

En 2018-2019, AidezMoiSVP.ca a cumulé **près de 107 000 pages vues** (une hausse de plus de 3 000 pages vues par rapport à 2017-2018) et les visiteurs passaient en moyenne presque **six minutes sur le site**.



## Pour se renseigner : ParentsCyberAvertis.ca

En 2018-2019, les familles canadiennes ont été choquées d'apprendre que des appels au suicide circulaient sur Internet, que des images dégradantes s'inséraient dans des dessins animés pourtant destinés aux enfants et que des enfants d'à peine huit ans publiaient des photos nues sur des plateformes de partage de photos. Ajoutez à cela les sempiternelles craintes associées aux jeux vidéo en ligne, aux applis et aux médias sociaux, et la tâche de tout parent peut paraître insurmontable. Heureusement, grâce au soutien de TELUS, les parents peuvent désormais se tourner vers le site ParentsCyberAvertis.ca (PCA), et c'est bien ce qu'ils font.

En 2018-2019, PCA a cumulé 56 000 pages vues (une hausse de plus de 20 000 pages vues par rapport à 2017-2018). Les visiteurs y ont saisi des termes de recherche comme « momo », « fortnite », « peppa pig » ou simplement « comment se protéger sur Internet ».

En plus des parents, les médias ont aussi consulté PCA en quête d'information sur la sécurité en ligne. Les membres de la direction du CCPE ont été appelés à s'exprimer sur une foule de sujets et ont mentionné PCA dans plusieurs cas, tandis que des corps de police, des administrations scolaires et des membres du public ont vanté les mérites du site. Voici quelques-unes de ces mentions :

- CTV News a invité les parents dans son bulletin national à consulter PCA pour se renseigner sur les dangers d'Internet et les mesures de protection à la suite d'un signalement.
- Quelques divisions scolaires ont mentionné PCA comme source d'information sur la sécurité en ligne dans un article du *Brandon Sun* à la suite de mises en garde concernant le Momo Challenge.
- Le directeur de Cyberaide.ca, Stephen Sauer, a fait une apparition à l'émission du matin de CTV à Winnipeg pour parler des problèmes entourant les plateformes de partage de contenus et a invité les téléspectateurs à consulter PCA pour savoir comment réduire les risques.





émotions  
FORTES  
sont passagères

## Lire et retenir : Des livres d'histoire pour apprendre à se protéger

Enfants avertis propose aux élèves des leçons interactives et des ressources adaptées à leur stade de développement pour développer leur confiance en matière d'autoprotection en leur apprenant de précieuses techniques de résolution de problèmes. En 2018-2019, le service de l'éducation s'est efforcé de mettre plus de livres d'histoire entre les mains de parents et d'enfants d'un bout à l'autre du Canada. Depuis avril 2018, 1 655 livres d'histoire ont été distribués à 197 bibliothèques dans huit provinces pour permettre aux familles de profiter gratuitement de ces précieuses ressources en matière de sécurité.

### LANCEMENT D'UN NOUVEAU LIVRE

En novembre 2018, le CCPE, en collaboration avec New Directions for Children, Youth, Adults & Families (plus précisément son programme Families Affected by Sexual Assault), a publié un livre d'histoire intitulé *Les émotions fortes sont passagères*, qui explique aux enfants en quoi consistent le figement, la fuite et le combat et leur apprend des techniques d'autorégulation de base. Le même jour, plus de 2 200 exemplaires du livre ont été commandés par des membres du public et des professionnels. Depuis lors, le CCPE a distribué 16 191 exemplaires de cette précieuse ressource pour soutenir les enfants et les adolescents qui ont subi des traumatismes.



De gauche à droite : Kate Kiernan du programme Families Affected by Sexual Assault (FASA); Billy Brodovsky de FASA; Karyn Kibsey, coordonnatrice de l'éducation et de la formation au CCPE; Natasha Zyrianova, illustratrice-conceptrice au CCPE; et Jennifer Frain, PDG de New Directions for Children, Youth, Adults & Families.

Une subvention a aussi permis au CCPE d'offrir **270 livres d'histoire** à divers corps de police canadiens.





## Recherche et rapports

En 2018-2019, le CCPE a entrepris plusieurs projets de recherche internes dans le but de mieux saisir la gravité de la problématique des abus pédosexuels dans divers organismes de services à l'enfance et de formuler des recommandations en matière de prévention.

Devant la multiplication des cas d'abus pédosexuels commis par le personnel scolaire, le CCPE s'est donné comme objectif de procéder à un relevé exhaustif des infractions sexuelles commises (ou prétendument commises) contre des enfants par des employés d'écoles primaires et secondaires canadiennes entre 1997 et 2017.

Des recherches menées dans les décisions disciplinaires, les sources médiatiques et la jurisprudence ont permis de recenser 750 cas d'infractions sexuelles contre un minimum de 1 272 enfants commises (ou prétendument commises) entre 1997 et 2017 par 714 employés ou anciens employés d'écoles primaires ou secondaires canadiennes.

Cette étude visait à mieux comprendre la dynamique des abus pédosexuels commis par le personnel scolaire. Il faut d'abord comprendre dans quelles circonstances des abus sexuels sont commis contre des élèves pour être en mesure de réduire efficacement les risques et de trouver de nouvelles stratégies de prévention et d'intervention.

L'étude du CCPE a été publiée le 12 juin 2018 dans le *Journal of Child Sexual Abuse* sous le titre « The Prevalence of Sexual Abuse by K-12 School Personnel in Canada, 1997-2017 » (Les abus pédosexuels commis par le personnel des écoles primaires et secondaires au Canada, 1997-2017). On trouvera un résumé de l'étude et un lien au texte intégral sur le site du CCPE.

Après la publication de l'étude, Robert Cribb du *Toronto Star* a consacré un article exclusif sur ses faits saillants et ses recommandations. L'histoire a par la suite été reprise par CBC Canada, Global News, *le Globe and Mail* et CTV, entre autres. Cette couverture médiatique a permis de mettre en lumière la gravité du problème et de lancer une importante conversation.

En janvier 2019, l'étude du CCPE intitulée « The Prevalence of Sexual Abuse by K-12 School Personnel in Canada, 1997-2017 » avait cumulé plus de 3 000 vues et s'était hissée au **palmarès des 10 articles les plus consultés de tous les temps** dans le *Journal of Child Sexual Abuse*.





## Priorité Jeunesse

Les organismes de services à l'enfance se voient confier la tâche de veiller sur des enfants et des adolescents, de favoriser leur épanouissement et de les soutenir; la protection des enfants est donc au cœur de leur mission. Le programme Priorité Jeunesse du CCPE aide les organismes de services à l'enfance à réduire les risques d'abus pédosexuels et à mieux protéger enfants dont ils ont la charge. Priorité Jeunesse offre des options sur mesure (documents papier, modèles adaptables, ressources électroniques, formation en ligne) pour aider les organismes à créer une culture de protection où les employés et les bénévoles se sentent à l'aise dans leurs interactions avec les enfants et avec leurs décisions en matière de signalement des comportements inappropriés.

Nos collaborations avec d'autres organismes permettent d'offrir des milieux sûrs aux enfants, du perfectionnement professionnel au personnel et aux bénévoles ainsi que de l'information aux parents. En 2018-2019, Priorité Jeunesse a fait des percées dans de nombreux organismes de grande envergure au Canada afin de renforcer la protection des enfants là où les besoins sont les plus grands. Voici quelques points saillants de l'année :

- Le CCPE a entamé une collaboration avec les 4-H du Canada pour les accompagner dans leur dessein de protéger les enfants et les adolescents. **Les 6 000 bénévoles, animateurs et employés des 4-H devront désormais suivre la formation en ligne Priorité Jeunesse.** Il reviendra à chaque province d'introduire progressivement la formation au cours des trois années à venir.
- Le CCPE a entamé des pourparlers avec les Services de bien-être et moral des Forces canadiennes (SBMFC), qui s'occupent des programmes jeunesse et du soutien familial sur les bases, comme les services de garde, les loisirs, le sport et l'aide à l'éducation. Au cours des deux années à venir, **600 employés** qui gèrent les programmes ou qui travaillent avec des jeunes suivront la formation en ligne Priorité Jeunesse.
- L'École nationale de ballet du Canada a rendu la formation Priorité Jeunesse obligatoire pour tous les employés et les professeurs en contact avec les élèves. En 2018-2019, plus de **200 employés et professeurs** ont suivi la formation.





## WEB-APPEAL

En 2019, le site du programme Priorité Jeunesse (PrioriteJeunesse.ca) a été entièrement revu dans le but de simplifier l'information, d'aider les organismes à trouver les outils les mieux adaptés à leurs besoins et d'expliquer comment amorcer la mise en œuvre du programme.

« Ce cours m'a permis de comprendre que je peux agir face à une situation dont je suis témoin sans accuser personne ni laisser un enfant dans une situation potentiellement dangereuse à cause de l'incertitude. Ça m'a aidé à identifier de possibles zones grises et m'a donné les outils nécessaires pour prendre une décision éclairée et désamorcer un abus, je l'espère, avant qu'il ne soit trop tard. »

ORGANISME DE SERVICES À L'ENFANCE [TRADUCTION]





## S'ATTAQUER AU PROBLÈME : LES ABUS SEXUELS DANS LE SPORT

Le travail du CCPE auprès des organismes sportifs va au-delà des outils, des ressources et des discussions; il se traduit par un engagement à offrir un milieu sûr aux athlètes de tous les niveaux et à les protéger. L'objectif est d'amener les travailleurs du milieu sportif à montrer la voie à suivre lorsqu'il s'agit de protéger les athlètes. En 2018-2019, le CCPE a aidé plusieurs organismes sportifs en ce sens :

- Grâce au financement de Gymnastique Canada et de l'Association canadienne des entraîneurs, tous les clubs de gymnastique du Canada ont désormais accès à la formation en ligne *Priorité Jeunesse pour entraîneurs*.
- Canada Soccer a publié un nouveau *Guide pour la sécurité*, qui offre des outils et des recommandations pour mieux protéger les jeunes athlètes. Plusieurs sections de ce guide reproduisent des sections de la *Trousse du programme Priorité Jeunesse*, qui est mentionnée à plusieurs reprises comme un outil pour protéger les enfants. De plus, dans les clubs titulaires d'une reconnaissance nationale de club juvénile de Canada Soccer, le contact principal pour la protection des enfants doit avoir suivi la formation en ligne *Priorité Jeunesse pour entraîneurs*.
- Le CCPE, en collaboration avec viaSport British Columbia, a contribué à la réflexion d'un groupe de travail formé de neuf organismes sportifs provinciaux (OSP) qui se sont réunis pour trouver des solutions au problème des abus sexuels dans le sport. Cet exercice a permis aux OSP d'élaborer un plan de 12 à 24 mois adapté à leurs réalités.



*Les skieuses alpines canadiennes Geneviève Simard (deuxième à partir de la gauche) et Amélie-Frédérique Gagnon (deuxième à partir de la droite) ont visité le CCPE dans le cadre d'une tournée médiatique nationale afin non seulement de raconter leur expérience d'abus aux mains de leur ancien entraîneur, mais aussi d'appeler à en faire plus pour protéger les athlètes dans le sport.*

« **M**erci beaucoup de nous avoir fait découvrir ce programme. C'est parfois difficile de prendre conscience de ces réalités, mais il ne fait aucun doute que les responsables sportifs ont besoin d'en savoir davantage sur le sujet. »

COORDINATEUR DE PROJET [TRADUCTION]





## DANS L'ACTUALITÉ : SENSIBILISATION AUX ABUS SEXUELS DANS LE SPORT

Au début de 2019, la directrice de l'éducation du CCPE, Noni Classen, a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de CBC National dans le cadre d'une enquête approfondie sur abus commis dans les organismes sportifs au Canada.

CBC News and Sports a produit une série Web et vidéo en trois volets intitulée *Shattered Trust*, dans laquelle il est révélé qu'au moins 222 entraîneurs de jeunes athlètes au Canada ont été condamnés pour des infractions sexuelles à l'encontre de plus de 600 victimes de moins de 18 ans au cours des 20 dernières années.

En plus de susciter des discussions entre adultes, cette série a également souligné la nécessité de mieux informer les jeunes athlètes sur la différence entre une relation saine et une relation malsaine avec un entraîneur. Noni Classen s'est entretenue avec la reporter Callie Lane de CBC Kids News pour faire en sorte que cette information soit relayée aux enfants de partout.



Photo : CBC Kids News, 12 février 2019.

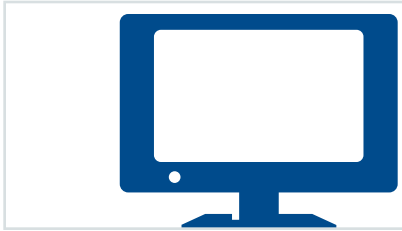
CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

# LE MESSAGE DANS LE MEDIUM



Pour mieux protéger les enfants au Canada et soutenir les familles, il faut informer la population et défendre la cause, faire face aux nouveaux dangers et agir.

## MESURES D'AUDIENCE :



**5+ millions** d'impressions sur les médias sociaux générées par les trois campagnes de sensibilisation de Cyberaide.ca.



**3 035** mentions dans les médias (presse écrite, Internet, télévision et radio).



**172** entrevues données par l'équipe du CCPE.

« Faites que ça devienne viral. On veut que chaque adulte au Canada veille sur nos enfants. »

COMMENTAIRE SUR FACEBOOK À PROPOS DE LA CAMPAGNE S'INTÉRESSER SEXUELLEMENT À UN ENFANT, C'EST TOUJOURS MAL. [TRADUCTION]

« Merci pour ce que vous faites! On est avec vous!! »

COMMENTAIRE SUR INSTAGRAM À PROPOS D'UNE PUBLICATION SUR LE PROJET ARACHNID [TRADUCTION]

« @ProtegerEnfant juste pour vous dire que mon fils est arrivé à la maison avec ce livre et qu'on en a discuté ensemble. C'est une EXCELLENTE ressource. Des choses qu'il sait déjà, mais qu'il est utile de rappeler. Bons exemples pratiques et bonnes pistes de discussion. Je voulais juste vous dire merci. »

COMMENTAIRE SUR TWITTER À PROPOS D'UNE PUBLICATION CONCERNANT LE CAHIER D'ACTIVITÉS SÉCURIPIERRES [TRADUCTION]

## Campagnes de sensibilisation

### DIFFUSION NON CONSENSUELLE D'IMAGES INTIMES (DNCII) — TÉLÉPHONES CELLULAIRES 2.0

En 2019, nous avons ressuscité les téléphones cellulaires animés que nous avons utilisés en 2017 dans une autre campagne sur les conséquences du partage d'images de nudité sans consentement. Cette nouvelle campagne a atteint des centaines de milliers de Canadiens à travers des publicités dans les aubus, des vidéos dans les centres commerciaux et une vidéo présentée en avant-séance dans 16 cinémas Landmark<sup>MD</sup> au Manitoba. Elle a suscité beaucoup d'attention sur les médias sociaux (l'annonce sur Snapchat<sup>MD</sup> a généré à elle seule près de 2 700 000 impressions) et a donné lieu à la transmission de 5 signalements de sextage à Cyberaide.ca en une semaine.



Dude! Send us her nudes

Not gonna happen





## S'INTÉRESSER SEXUELLEMENT À UN ENFANT, C'EST TOUJOURS MAL.

Cette campagne basée sur d'authentiques textos envoyés par des adultes à des enfants et signalés à Cyberaide.ca lançait le message suivant : « Si vous voyez, lisez ou entendez quoi que ce soit de sexuel envers un enfant venant d'un adulte, sur le Web ou dans la vraie vie, faites un signalement ». Sur le site Cyberaide.ca, une page d'information complémentaire a été consacrée au conditionnement, car ne n'est que le premier pas vers un abus sexuel et un comportement qui doit être interrompu.

La campagne a été appuyée par des panneaux d'affichage, des publicités dans les salles de bains, sur les campus universitaires et à l'aéroport international James Armstrong Richardson de Winnipeg ainsi que des vidéos présentées en avant-séance dans 16 cinémas Landmark<sup>MD</sup> et 53 cinémas Cineplex<sup>MD</sup> au Manitoba.

Les campagnes sociomédiatiques déployées à l'échelle provinciale et nationale ont généré près d'un million d'impressions sur Facebook et Twitter, dont 1 200 partages/retweets et plus de 14 400 clics sur des liens directs vers [cyberaide.ca/conditionnement](https://cyberaide.ca/conditionnement).





## Journées annuelles de sensibilisation

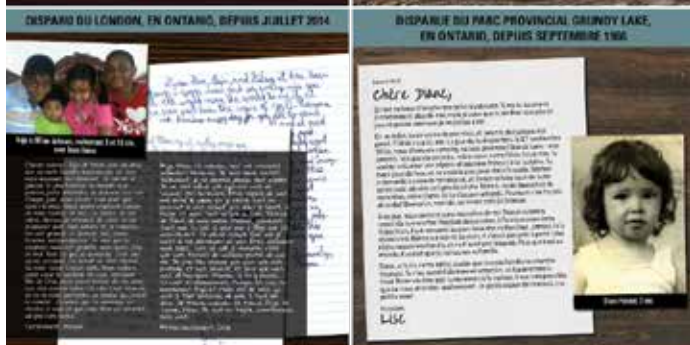
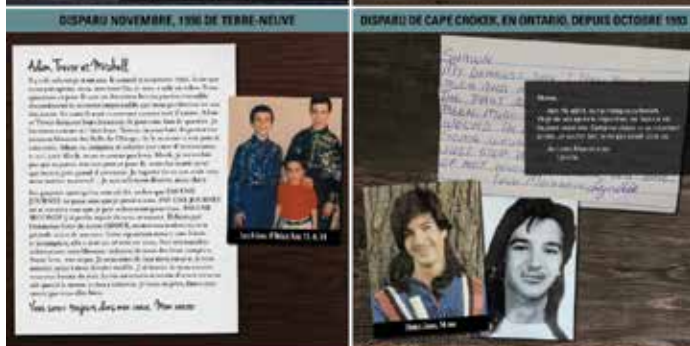
### JOURNÉE ET MOIS DES ENFANTS DISPARUS 2018

Le 1<sup>er</sup> mai 2018, le CCPE a lancé à l'occasion du Mois des enfants disparus, une campagne extrêmement touchante intitulée Lettres des familles. Des parents et des frères et sœurs se sont adressés directement à leurs disparus en des termes émouvants :

« J'écris cette lettre le cœur brisé, mais la tête froide. »

« Ne va jamais croire que nous t'avons abandonnée [...] nous n'avons jamais perdu espoir de te revoir un jour. »

« Ça fait tellement longtemps qu'on s'est vues. Tu ne te souviens probablement plus de moi, mais je veux que tu saches que pas un jour ne passe sans que je ne pense à toi. »



Ces familles ont confié ces messages très personnels au CCPE pour les faire circuler dans le monde entier dans l'espoir que leurs disparus les verront ou que des personnes qu'ils connaissent les leur montreront. Cette initiative aura à tout le moins permis aux internautes de se montrer solidaires envers ces familles, ne serait-ce qu'en relayant leurs lettres.

Celles-ci ont enregistré près de 2 000 partages sur Facebook et Twitter, tandis que la direction du CCPE a accordé 10 entrevues aux médias d'un bout à l'autre du pays.

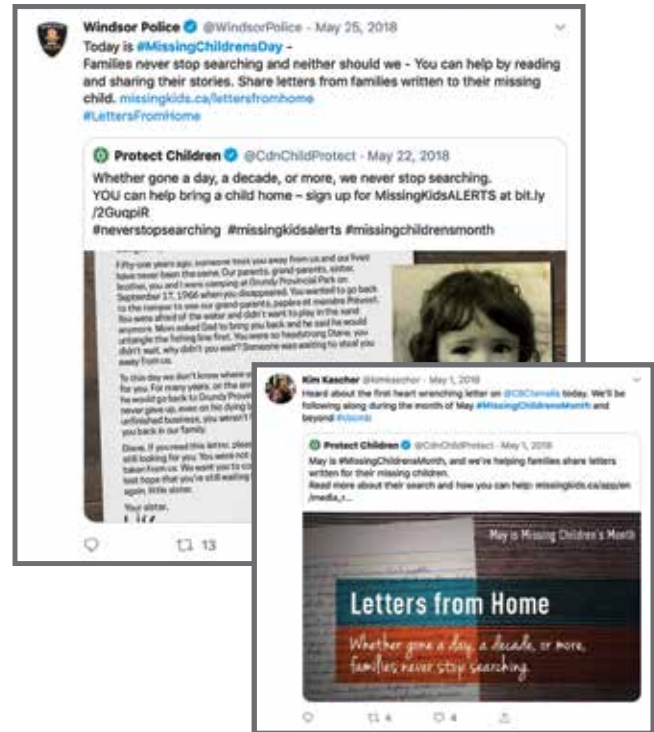


Le 25 mai, Journée internationale des enfants disparus, le CCPE a braqué les projecteurs sur la disparition d'Asja et de Milan Johnson, qui auraient été enlevées par leur mère quatre années plus tôt. Sur la base de nouvelles informations communiquées à la police, les chargées de dossier d'EnfantsPortesDisparus.ca ont estimé possible que les deux filles se trouvent toujours au Canada. La mise en avant du dossier et les lettres de leurs deux frères ont ravivé l'espoir de les retrouver.

Une vidéo panoramique à partager fut produite pour attirer l'attention sur cette affaire et sensibiliser le public à la prévalence des enlèvements parentaux. Cette vidéo a généré 354 partages et 15 301 clics sur le lien à EnfantsPortesDisparus.ca à l'occasion de la Journée des enfants disparus.

**Voici quelques autres faits saillants de la Journée des enfants disparus :**

- 7 800+ visites sur le site EnfantsPortesDisparus.ca.
- 216 vues sur la page d'inscription à l'AlerteEnfantsDisparus.







## JOURNÉE DE SENSIBILISATION À CYBERAIDE.CA 2018

À l'occasion de la Journée de sensibilisation à Cyberaide.ca 2018, tenue comme chaque année le 26 septembre, le CCPE et le Service de police de Winnipeg (SPW) se sont alliés pour renseigner les jeunes sur l'aide qui leur est offerte en cas de partage de photos nues.

Cette campagne se déclinait en trois volets : une invitation à consulter [cyberaide.ca/imagesintimes](http://cyberaide.ca/imagesintimes) pour savoir quoi faire en cas de diffusion d'une photo nue et de chantage; une tournée des classes dans les écoles secondaires de Winnipeg où les agents scolaires du SPW ont donné de l'information sur mesure et distribué des ressources du CCPE sur le partage d'images intimes; et un blitz sur les médias sociaux pour dire aux jeunes qu'une aide leur est offerte s'ils ont perdu le contrôle d'une photo nue.

Voici les faits saillants de la Journée de sensibilisation à Cyberaide.ca :

- 21 596 pages vues pour la page [cyberaide.ca/imagesintimes](http://cyberaide.ca/imagesintimes).
- 1 200 clics sur les liens vers [cyberaide.ca/imagesintimes](http://cyberaide.ca/imagesintimes) dans les campagnes payantes sur les médias sociaux.
- 10 entrevues avec Cyberaide.ca et le SPW.





## JOURNÉE POUR UN INTERNET PLUS SÛR 2019

À l'occasion de la Journée pour un Internet plus sûr, qui a lieu chaque année au début de février, des gens de partout dans le monde s'unissent pour apprendre aux enfants et aux ados à se servir du numérique de façon prudente et responsable. Le CCPE a profité du thème de la Journée — « Bâtissons un Internet meilleur » — pour promouvoir CyberJulie<sup>MC</sup> et aider les familles à ouvrir le dialogue sur la sécurité en ligne.

Le CCPE a misé sur des campagnes sociomédiatiques à destination des enseignants, des parents et des forces policières. Parmi les résultats de ces campagnes, mentionnons :

- 5 entrevues (en anglais et en français) consacrées à CyberJulie.
- 1 000+ clics sur des liens vers CyberJulie.ca générés à la fois par des publications organiques et des publications payantes sur Facebook et Twitter.
- Un taux d'engagement élevé sur Twitter avec plus de 200 partages.
- À l'occasion de la Journée pour un Internet plus sûr, Sécurité publique Canada et les forces policières ont relayé notre campagne sur leurs comptes en plus d'y consacrer des messages de leur cru et de nous identifier (environ 50 fois, dont une douzaine de fois dans des messages publiés par divers corps de police canadiens).
- Ces campagnes ont continué d'être relayées sur Twitter dans les jours qui ont suivi la Journée pour un Internet plus sûr.

Notre coordonnatrice de l'éducation et de la formation, Karyn Kibsey, s'entretient avec CTV News Winnipeg à propos de la Journée pour un Internet plus sûr et du site CyberJulie.ca.



# Shaw)



## Colloque annuel de formation sur les enfants disparus ou exploités (CEDE) 2018

Lorsque des alliés pour la protection des enfants s'unissent pour faire avancer un objectif commun, ils peuvent accomplir beaucoup de choses. Le 18<sup>e</sup> Colloque annuel de formation sur les enfants disparus ou exploités (CEDE), tenu en mai 2018 à l'hôtel Fort Garry de Winnipeg, a réuni plus de 300 professionnels de différents domaines de la protection de l'enfance pour trois formidables journées sous le signe du partage de connaissances et de la collaboration.

Cette édition a permis d'entendre l'un des plus émouvants témoignages jamais livrés à l'ouverture du colloque. La mère d'une victime d'abus pédosexuels avec prise d'images a parlé franchement des séquelles que sa famille garde encore par suite des abus perpétrés contre son enfant et de la diffusion des images de ces abus. Son témoignage a aussi mis en relief le manque flagrant de ressources pour soutenir non seulement les survivantes et survivants, mais aussi leurs familles.

L'éventail des sujets traités par les autres présentateurs (p. ex. comment interroger des enfants, femmes abuseuses, comment faire face aux nouveaux enjeux du domaine de la protection de l'enfance) a permis aux participants d'acquérir les connaissances voulues pour renforcer leur plan d'action vis-à-vis des enfants.



*En haut : Le maire de Winnipeg, Brian Bowman, à l'ouverture du CEDE 2018.*

*Au milieu : Le commissaire adjoint Scott Kolody, commandant de la GRC au Manitoba.*

*En bas : J.V.N. (Vince) Hawkes, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario.*





« **C**'était la première fois que je venais au CEDE. Dès l'instant où je me suis inscrit et jusqu'à la fin du colloque, ça a été l'un des événements les mieux organisés que j'ai vus depuis très longtemps! Le personnel du CCPE est absolument fantastique et ça se voit qu'ils se passionnent pour leur travail. »

PARTICIPANT AU CEDE [TRADUCTION]





# SOUICIEUX DE PROTÉGER

Photo de mannequins. Pour illustrer le texte.





## Nos partenaires fondateurs

Nous tenons à témoigner de notre plus grande reconnaissance à nos partenaires fondateurs pour ce qu'ils font pour la protection des enfants au Canada.

The logo for Bell, consisting of the word "Bell" in a bold, blue, sans-serif font.The logo for TELUS, featuring a stylized green and blue graphic element followed by the word "TELUS" in a bold, blue, sans-serif font with a small "MD" trademark symbol.The logo for Shaw, consisting of the word "Shaw" in a bold, blue, sans-serif font, followed by a closing parenthesis symbol ")", all in the same blue color.



## Grands contributeurs

Nous ne saurions accomplir notre mission sans le soutien des secteurs privé et public. Nous remercions toutes les organisations avec lesquelles nous travaillons jour après jour et saluons l'importance qu'elles accordent à la protection et à la sécurité des enfants.



## Autres contributeurs







## Alliés gouvernementaux



**Gouvernement  
du Canada**

**Government  
of Canada**

Le soutien généreux du gouvernement du Canada aide le CCPE à faire connaître ses programmes et services à la population canadienne. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* demeure essentiel à la bonne marche de ce service national. La GRC, par l'entremise du Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants (CNCEE), participe aussi à cette stratégie.



Le CCPE reçoit aussi le soutien du gouvernement du Manitoba en plus d'être l'organisme désigné par la Province pour recevoir les signalements faits en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* (Manitoba) et du règlement qui en découle ainsi que pour recevoir les demandes d'aide et offrir du soutien aux termes de la *Loi sur la protection des images intimes* (Manitoba).



**Home Office**

Certaines améliorations apportées récemment à l'initiative Projet Arachnid du CCPE ont été financées en partie par le Secretary of State for the Home Department (secrétaire d'État à l'Intérieur) du Royaume-Uni. L'objectif de Projet Arachnid est de collaborer à l'échelle mondiale pour réduire la disponibilité des images d'abus pédosexuels.



# ÉTATS FINANCIERS

Photo de mannequin. Pour illustrer le texte.







Exercice se terminant le	31 mars 2019	31 mars 2018
<b>ACTIFS</b>		
Actifs à court terme	1 513 748	1 811 027
Biens immobilisés	101 288	13 266
	<b>1 615 036</b>	<b>1 824 293</b>
<b>PASSIF</b>		
Passif à court terme	246 694	563 732
Apports reportés	314 627	354 827
Apports reportés en immobilisations	101 288	13 266
	662 609	931 825
<b>ACTIF NET</b>	952 427	892 468
	<b>1 615 036</b>	<b>1 824 293</b>
<b>REVENUS</b>		
Contributions	3 840 101	3 809 436
Commandites	842 214	957 071
Produits et services	401 412	267 313
Subventions	172 731	143 879
Dons	221 122	68 229
Autres	11 524	6 096
	<b>5 489 104</b>	<b>5 252 024</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Programmes	5 164 531	4 978 231
Administration	246 685	203 627
Amortissement	17 929	5 568
	<b>5 429 145</b>	<b>5 187 426</b>
<b>SURPLUS</b>	<b>59 959</b>	<b>64 598</b>

## Dons de 500 \$ et plus

Agence des services frontaliers  
du Canada

Allard, Lisa

Association canadienne des  
télécommunications sans fil

Banque Canadienne Impériale  
de Commerce

Bell Canada

Brian and Susan Thomas  
Foundation

C.D. Oil Well Servicing Ltd./  
Safety Source Ltd. /Discovery  
Safety Services Ltd.

Cooper, Alyssa

Fondation communautaire de  
Postes Canada

Gap inc. / Old Navy

Google Canada

Gouvernement du Canada  
Gouvernement du Manitoba

Hanson, Gregg et Mary

John G. Hofland Ltd.

Kelman, Anya

Lifetouch Inc.

Magnet Forensics Inc.

Nickle Family Foundation

Ontario Power Employee  
& Pension

Patheon Inc.

Police provinciale de l'Ontario

Rogers Communications  
Canada Inc.

SaskTel

Secretary of State for the Home  
Department (Royaume-Uni)

Shaw Communications Inc.  
Taylor, Marilyn

TELUS Corporation

T.J. Rice Family Foundation

The Kitchener and Waterloo  
Community Foundation

The Walt Disney Company

The Winnipeg Foundation

Thomas Sill Foundation

Tomkins, Sandra

Toronto Transit Commission

Wawanesa

Winnipeg Goldeyes Field of  
Dreams Foundation

Wood, Shelley

Xerox

## DONS EN NATURE

Air Canada

Bell MTS

Brazen Hall Kitchen & Brewery

Freeman Audio Visual

Greyhound Canada

Light Visions Ltd.

Newad Media

No Fixed Address

Pattison Affichage extérieur

Quadrant Private Wealth

Quantum Graphics


The Fort Garry Hotel Spa and  
Conference Centre

Twitter Canada




CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

*Aider les familles. Protéger les enfants.*

 [protegeonsnosenfants.ca](http://protegeonsnosenfants.ca)

 [@ProtegerEnfant](https://twitter.com/ProtegerEnfant)

 [Centre canadien de protection de l'enfance](https://www.facebook.com/Centre.canadien.de.protection.de.l.enfance)

 [@cdnchildprotect](https://www.instagram.com/cdnchildprotect)

Photo de mannequins. Pour illustrer le texte.